



Montreal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
415, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 MARS 1936.

QUEBEC, SATURDAY, 7TH MARCH, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement.

1285-10-8-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House.

1286-10-8-o

Lettres patentes

Letters patent

"Alfred Filion, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1936, constituant en corporation: Alfred Filion, Sr., Alfred Filion, Jr., tous deux constructeurs en bâtiments, Omer Lemieux, menuisier, Roland Filion, étudiant en droit, et Léo Filion, mécanicien-dentiste, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, réparer, modifier et aménager des édifices et autres structures et faire le commerce de tous accessoires de construction;

Passer des contrats pour la construction, la modification, amélioration ou déplacement d'édifices de toutes sortes, et généralement exercer les opérations de constructeurs, marchands de matériaux de construction et entrepreneurs généraux;

Faire un commerce d'immeubles et d'agents financiers et agir comme agents pour l'achat, la vente, la location, la gestion et l'administration de propriétés immobilières et charger une commission pour ses services;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement négocier les immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement; cultiver aucun de ces immeubles et vendre ou disposer de leurs produits;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et l'encaissement de deniers, rentes, intérêts et dividendes, hypothèques, obligations, débiteures et autres valeurs et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et autres choses semblables;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou

"Alfred Filion, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1936, incorporating: Alfred Filion, Sr., Alfred Filion, Jr., both building contractors, Omer Lemieux, joiner, Roland Filion law student and Léo Filion, dental mechanic, all of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures and to deal in any building requisites;

To contract for the construction, alteration, improvement or removal of buildings of every kind any generally carry on the business of builders, dealers in building materials and general contractors;

To carry on business as real estate and financial agents and act as agents for the purpose of buying, selling, leasing, managing, administering immovable property and charge commission for its services;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise; to farm any such real estate and to sell or dispose of the products thereof;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authorities, or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or en-

exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou négoce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir les contrats, soit avec ou sans garantie, et faire des prêts d'argent ou autrement aider toute personne, firme ou compagnie se chargeant de bâtir et d'améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement à telle personne, firme et compagnie et aux termes et conditions que la compagnie croira à propos;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou autres charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou de tous argents dûs à la compagnie par les acheteurs ou des deniers avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour fins de constructions ou autres améliorations;

Acquérir par achat, location ou autrement ou se charger de la totalité ou de toute partie du commerce, des franchises, biens, droits et obligations de toute personne, firme et compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les actions, titres, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Vendre, louer ou autrement aliéner les propriétés et l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour les considérations et aux termes et conditions que la compagnie croira équitables, et en paiement ou paiement partiel accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures, titres ou valeurs de toute autre compagnie;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

S'unir avec tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions jugés acceptables;

Conclure des arrangements avec des autorités municipales, locales ou autres, qui pourraient favoriser les objets de la compagnie ou aucun des dits objets, et obtenir de telles autorités tous les droits, privilèges et concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Emprunter aucune et toutes sommes qui peuvent être requises en rapport avec aucune et toutes opérations exercées par la compagnie, et donner en garantie des propriétés immobilières ou hypothèques sur icelles dans lesquelles la compagnie a quelque droit, titre ou intérêt;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Alfred Filion, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

gage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to guarantee contracts of, either with or without security, and to lend moneys to or otherwise assist any person, firm or company undertaking to build or to improve any property in which the Company is interested, and generally to such persons, firms or companies and upon such terms and conditions as the Company may think fit;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances by the company to purchasers or others for building purposes or other improvement;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the Company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the Company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To unite with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this Company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To draw, make, accept, endorse, and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To borrow any and all sums that may be required in connection with any and all operations carried on by the Company and to give as security therefor immovable property or hypothecs thereon in which the Company has any right, title or interest;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Alfred Filion, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce dix-huitième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1287-o Sous-secrétaire de la Province.

"Carrière de St-Barthélemi, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février, 1936, constituant en corporation: Avila Rouleau, notaire, Barthélemi Michaud, cultivateur, et Armand Dumontier, industriel, tous demeurant dans la paroisse de Saint-Barthélemi, dans les buts suivants:

Exploiter dans les limites de la province de Québec, une ou des carrières;

Acquérir et posséder à bail tous immeubles pour les mêmes fins;

Faire le commerce de la pierre, non seulement de la pierre tirée des carrières de ladite corporation, mais aussi de la pierre que cette même corporation pourra acheter ailleurs, sous le nom de "Carrière de Saint-Barthélemi, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Barthélemi, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1289-o Sous-secrétaire de la Province.

"Darwin's, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février, 1936, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, de la cité d'Outremont, et Charles Gavsie, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des marchandises sèches, confections et vêtements pour dames et hommes de toutes sortes et descriptions, mercerie pour dames et hommes de toute sorte, et les matériels bruts utilisés dans leur confection, et toutes machines, outils ou accessoires utilisés dans leur fabrication et tous accessoires, étiquettes d'emballage et dispositifs d'annonce utilisés ou utiles pour le commerce d'aucun des articles précités, et en faire le commerce généralement comme mandants ou agents, en gros ou en détail;

(b) Faire et entreprendre l'importation et l'exportation d'articles, effets et marchandises sèches de toute sorte, caractère et description, acheter et vendre lesdits articles et faire un commerce général d'importation et d'exportation;

(c) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toutes personnes ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(d) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1288 Assistant Provincial Secretary.

"Carrière de St-Barthélemi, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1936, incorporating: Avila Rouleau, notary, Barthélemi Michaud, farmer, and Armand Dumontier, industrialist, all residing in the parish of Saint Barthélemi, for the following purposes:

To operate one or more quarries within the limits of the Province of Quebec;

To acquire and own on lease any immovables for the same purposes;

To deal in stone, not only stone extracted from the quarries of the said corporation, but also stone which this same corporation may purchase elsewhere, under the name of "Carrière de Saint-Barthélemi, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Barthélemi, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1290 Assistant Provincial Secretary.

"Darwin's, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the eighteenth day of February, 1936, incorporating: Henry Weinfeld, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, of the city of Outremont, and Charles Gavsie, advocate, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

(a) To manufacture, produce, buy, sell, import and export dry goods, ladies and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies and gentlemen's furnishings of every kind, and raw materials used therein, and any machine, tool, or appliance used in the manufacture thereof, and any fixtures, packing label and advertising device used or useful in the marketing of any of the above articles, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail;

(b) To enter upon and undertake the importing and exporting of dry goods, wares and merchandise of every kind, character and description, to buy and sell such goods and to do a general import and export business;

(c) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(d) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable

pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis en ce qui concerne ou autrement faire valoir les biens, droits ou information ainsi acquis;

(e) Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(f) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(g) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(h) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et à cet effet accorder des pensions et allocations, faire des paiements en vue d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(i) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(j) Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, cultiver telles propriétés immobilières, et vendre ou disposer autrement les produits de telles propriétés;

(k) Acheter, ériger, construire et exploiter des moulins, manufactures, édifices, entrepôts, machinerie, établissements dans le but dudit commerce, et agir comme agent pour des manufacturiers et négociants dans aucun des matériaux et marchandises mentionnés dans les présentes, ou d'une nature semblable;

(l) Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, right or information so acquired;

(e) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on, or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(f) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(g) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(h) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(i) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(j) To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise, to farm such real estate and to sell or dispose of the products thereof;

(k) To purchase, erect, construct and operate mills, factories, buildings, warehouses, machinery and places for the purposes of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein mentioned, or of a similar nature;

(l) To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performances or contracts by any such persons;

(m) Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie.

(n) Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(o) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(p) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(q) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(r) Émettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

(s) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

(t) Établir des agences et succursales;

(u) Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

(v) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques, et en accordant des prix, récompenses et dons;

(w) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(x) Emprunter aucune et toutes sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie, et donner en garantie des dits emprunts, des biens immobiliers dans lesquels la compagnie a un droit, titre ou intérêt quelconque;

(y) Exercer tout autre commerce (soit manufacturier ou autre) que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre pro-

(m) To take, acquire, and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

(n) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(o) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and, in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(p) To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(q) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

(r) To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company, in payment or part payment of any real or personal property purchased, or otherwise acquired by the company;

(s) To distribute among the shareholders of the company in kind or specie, or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and, in particular, any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of, or in any other company, belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

(t) To establish agencies and branches;

(u) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

(v) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of the works of art, or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

(w) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(x) To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the Company, and to give as security therefor, immoveable property in which the Company has any right, title or interest;

(y) To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business; or calculated directly or indirectly to enhance the

fitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

(z) Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou toute partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

(aa) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Darwin's, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

1291

"Lac Lemoine Mines, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, R. S. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février, 1936, constituant en corporation: Frederick Riddle, agent, d'Hudson, Québec, Israel Chuchem, prospecteur, et Ben Angen, teneur de livres, tous deux de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer une ou plusieurs des opérations qui consistent à faire des recherches, produire, négocier, transporter, emmagasiner, distribuer, fabriquer et raffiner le pétrole, le carbone, les huiles, gaz, minerais et autres substances minérales, et les produits, sous-produits ou dérivés d'iceux;

2. Entreprendre et conduire des travaux d'exploration et de développement de toutes sortes et faire des recherches, arpenter, explorer, ouvrir et entretenir des terrains miniers et autres, et pour ces fins ou toutes autres fins organiser et diriger des expéditions et commissions, explorations, experts et autres;

3. Faire des recherches, obtenir et faire produire de la terre le pétrole, le gaz naturel, huile, sel, métaux, minéraux et substances minérales de toutes sortes, et dans ce but explorer, faire des recherches, miner, extraire, forer, creuser des puits, construire des usines ou autrement agir tel qu'il sera nécessaire dans le but de produire, fabriquer, acheter, acquérir, raffiner, fondre, emmagasiner, distribuer, vendre, disposer et faire le commerce du pétrole, gaz naturel, huile, sel, produits chimiques, métaux, minéraux et substances minérales de toutes sortes, et tous les produits ou l'un quelconque d'iceux, acheter, louer, faire le commerce et le négoce et passer des contrats en rapport avec les terrains et les produits d'iceux, ou les intérêts dans les terrains, mines, carrières, puits, baux, privilèges, permis, concessions et droits de toutes sortes sur ou se rapportant à ou contenant ou susceptibles de produire, se rapporter à ou contenir du pétrole, gaz naturel, huile, sel, produits chimiques, métaux, minéraux ou substances minérales de toute sorte;

4. Creuser des puits d'huile, ériger, acquérir, acheter, faire l'achat, louer ou autrement entretenir, travailler et exploiter des usines ou raffineries d'huile, lignes de tuyaux, stations pour pomper, vaisseaux citernes, chars citernes, bateaux,

value of, or render profitable any of the company's property or rights;

(z) To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

(aa) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The number of the shareholders of the company shall be limited to twenty.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Darwin's Inc., with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

1292-o

"Lac Lemoine Mines, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourteenth day of February, 1936, incorporating: Frederick Riddle, Agent, of Hudson, Quebec, Israel Chuchem, prospector, and Ben Angen, bookkeeper, both of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on any one or more of the businesses of prospecting for, producing, dealing in, transporting, storing, distributing, manufacturing and refining petroleum, carbon, oils, gases, ores and other mineral substances, and the products, by-products or derivatives thereof;

2. To undertake and conduct exploration and development work of all kinds and to prospect, survey, explore, open and maintain mineral and other lands, and for these or any other purposes to equip and employ expeditions and commissions, explorers, experts and others;

3. To search for and recover and win from the earth, petroleum, natural gas, oil, salt, metals, minerals and mineral substances of all kinds, and to that end to explore, prospect, mine, quarry, bore, sink wells, construct works or otherwise proceed as may be necessary to produce, manufacture, purchase, acquire, refine, smelt, store, distribute, sell, dispose of and deal in petroleum, natural gas, oil, salt, chemicals, metals, minerals and mineral substances of all kinds, and all products or any of the same, to purchase, lease, trade in, deal in and contract with reference to lands and products thereof, or interests in land, mines, quarries, wells, leases, privileges, licenses, concessions and rights of all kinds covering, relating to or containing or believed to cover, relate to or contain petroleum, natural gas, oil, salt, chemicals, metals, minerals, or mineral substances of any kind;

4. To sink oil wells, to erect, acquire, buy, purchase, lease or otherwise maintain, work and operate oil refineries or plants, pipe lines, pumping stations, tank ships, tank cars, boats, barges, tanks, terminal docks; to store, tank, warehouse,

barges, réservoirs, cales terminus; emmagasiner, mettre en réservoirs, entreposer, raffiner le pétrole et autres huiles, graisses et produits chimiques; construire et entretenir des installations d'huile sur la propriété de la compagnie; exercer le commerce d'entreposeurs en douane, courtiers en douane, et emmagasinage en entrepôts;

(b) Assurer ou acquérir par transfert ou autrement d'Israel Chuchem, de la cité de Montréal, les certains claims miniers brevetés suivants:

1. Deux claims enregistrés le 28 décembre, 1935, portant les numéros A-59177 et 59178 ayant une superficie de 100 acres chacun, jalonnés le 12 décembre, 1935, sur les lots 24 et 25 du VI rang, canton Dubuisson, comté d'Abitibi, province de Québec et enregistrés au nom d'Israel Chuchem.

2. Deux claims enregistrés le 27 décembre, 1935, portant les numéros A-59168 et 59169 ayant une superficie de 100 acres chacun, jalonnés le 11 décembre, 1935 sur les lots 22 et 23 du VI rang, canton Dubuisson, comté d'Abitibi, province de Québec, et enregistrés au nom de Harry Brudsky de Montréal, et par ce dernier transférés à Israel Chuchem.

3. Deux claims enregistrés le 27 décembre, 1935, portant les numéros A-59166 et 59167 ayant une superficie de 100 acres chacun, jalonnés le 11 décembre, 1935 sur les lots 20 et 21 du rang VI, canton Dubuisson, comté d'Abitibi, province de Québec et enregistrés au nom de Sam Omelenchuk de Senneterre, et par ce dernier transférés à Israel Chuchem. Et de plus payer ledit Israel Chuchem pour les dits transferts des dits six claims à cette compagnie en deniers ou en actions de cette compagnie ou partiellement en deniers ou partiellement en actions.

(c) Adapter, préparer, construire, acheter, prendre en échange, louer, affréter ou autrement acquérir, posséder et détenir, améliorer et développer, réparer, modifier, entretenir, exploiter, administrer, vendre, donner à bail, prendre à bail ou autrement négocier et disposer de (1), (1) vapeurs, navires, vaisseaux, bateaux, barges, dragues, remorqueurs, allèges, lignes de navires, lignes de vaisseaux, lignes de transport, outillage de remorquage, de sauvetage et de renflouage, havres, jetés, cales, quais, cales de construction, cales de radoub, bassins, appareils pour le charbon, lignes de télégraphie et de téléphone sur les terrains possédés par la compagnie et sujet aux dispositions de la Loi de la radio télégraphie, outillage et station de télégraphie sans fil pour les fins de la compagnie, et toutes constructions, accessoires et outillage incidents ou toutes parts ou intérêts dans l'un quelconque d'iceux; (2) Terminus pour bateaux, vaisseaux et chemin de fer, facilités de transport et d'entreposage, magasins et édifices de toutes descriptions, camions, sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie; (3) Boutiques et usines pour la fabrication de machinerie ou accessoires de chemin de fer, et tous agrès pour les navires, bateaux et vaisseaux en général et leur outillage;

(d) Construire, acquérir, entretenir, exploiter, utiliser et administrer dans le comté d'Abitibi des usines, machinerie et accessoires pour la production de l'électricité, la force ou énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre, ou autrement acquérir les dits pouvoirs et accumuler, générer, transmettre et distribuer l'électricité et la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre pour fin d'éclairage, de chauffage, force motrice ou pour toutes autres fins; utiliser des pouvoirs d'eau, la vapeur ou autres moyens pour les fins de comprimer l'air

refine crude petroleum oil and other oils, grease and chemicals; to construct and maintain oil works on the property of the company; to carry on the business of bonded warehouses, custom brokers and storage warehouses;

(b) To take over or acquire by transfer or otherwise from Israel Chuchem of the City of Montreal the following certain patented mining claims:

1. Two claims admitted on the 28th of December, 1935, bearing numbers A-59177 and 59178 having an area of 100 acres each, marked out the 12th of December, 1935 on lots 24 and 25 range VI, township of Dubuisson, county of Abitibi, Province of Quebec and registered in the name of Israel Chuchem.

2. Two claims admitted on the 27th of December, 1935, bearing numbers A-59168 and 59169 having an area of 100 acres each, marked out on the 11th of December, 1935 on lots 22 and 23 range VI, township of Dubuisson, county of Abitibi, Province of Quebec, and registered in the name of Harry Brudsky of Montreal and by the latter transferred to Israel Chuchem.

3. Two claims admitted on the 27th of December, 1935, bearing numbers A-59166 and 59167 having an area of 100 acres each, marked out the 11th of December, 1935 on lots 20 and 21 range VI, township of Dubuisson, county of Abitibi, Province of Quebec, and registered in the name of Sam Omelenchuk of Senneterre and by the latter transferred to Israel Chuchem. And further to pay to Israel Chuchem, for the said transfers of the said six claims to this Company, in cash or in shares of this Company or partly in cash or partly in shares.

(c) To design, lay out, construct, purchase, take in exchange, lease, charter or otherwise acquire, have and hold, improve and develop, repair, alter, maintain, operate, manage, sell, let out, hire or otherwise deal with and dispose of (1) steamships, steamboats, vessels, ships, barges, dredges, tugs, scows, steamship lines, vessel lines, transportation lines, towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, quays, dock-yards, slips, basins, marine, coaling apparatus, telegraph and telephone lines on lands owned by the company and subject to the provisions of the Radio Telegraph Act, wireless telegraph outfits and stations for the purposes of the company, and all incidental structures, appliances and equipment or any shares or interest in any of the same; (2) Steamboat, steamship and railway terminals, transportation, warehouse storage facilities, stores and buildings of every description, trucks on land owned or controlled by the company; (3) shops and works for the manufacture of machinery or railway equipment, and all supplies for steamships, steamboats and vessels generally and their equipment;

(d) To construct, acquire, maintain, operate, use and manage in the County of Abitibi works, machinery and appliances for the production of electricity, electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy, to lease or otherwise acquire such power and to accumulate, generate, transmit and distribute electricity and electric, pneumatic, hydraulic and other power or energy for light, heat, power, or for any other purpose; to utilize water, steam or other power for the purpose of compressing air or generating electricity; to construct, maintain and operate lines or wires,

ou générer l'électricité, construire, entretenir et exploiter des lignes ou fils, poteaux, tuyaux, tunnels, conduits et autres usines et conduire, emmagasiner, acheter, vendre, faire des contrats, disposer et distribuer chacune et toute telle force motrice sujet, cependant, à toutes les lois municipales et locales à cet effet pourvu que la distribution de la lumière, le chauffage et l'énergie au delà des terres possédées ou contrôlées par la compagnie soit sujette aux lois et règlements locaux à cet effet;

(e) Promouvoir, organiser, développer ou administrer ou aider à la promotion, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation susceptibles d'être convenablement exercés en même temps que l'industrie de la compagnie, et prélever ou contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs, toute telle compagnie ou corporation et offrir pour souscription publique toutes actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute telle compagnie ou corporation, commerce ou entreprise et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

(f) Pour les fins de la compagnie agir comme agents pour l'achat et la vente d'immeubles et tous intérêts en iceux et moyennant rémunération procurer des placements immobiliers pour toute personne; agir comme agents vendeurs pour les propriétaires de tous immeubles, subdivision, édifices, lots, emplacements de ville ou terrains de toute sorte ou tout intérêt en iceux, et assumer et acquérir de toute personne ou corporation toute agence exclusive ou autre pour la vente de tous tels terrains, emplacements ou les intérêts en iceux, et accepter une cession de et exécuter tous contrats faits par toutes personnes avec toute personne ou corporation pour la vente de tous tels terrains, emplacements ou les intérêts en iceux comme agents ou autrement et généralement agir comme agents d'immeuble, de maison et de location, et à cette fin exercer les opérations d'agents d'assurance contre le feu;

(g) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(h) Lors de l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et souscripteurs et pourvoir à la rémunération des dites personnes ou corporations pour leurs services en deniers ou par l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou en octroyant des options pour les prendre, ou de toute autre manière;

(i) Emettre des actions libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de tous biens, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, propriétés, droits, baux, commerce, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions, que la présente compagnie peut légalement acquérir et / ou pour tous services rendus à la compagnie et émettre des actions entièrement libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou incident au commerce de la présente compagnie;

(j) Construire et exploiter sur la propriété de la présente compagnie ou sur celle d'autres personnes avec leur consentement, des moyens de transport aériens, par chemin de fer ou autres, de

poles, pipes, tunnels, conduits and other works and to conduct, store, buy, sell, contract for, dispose of and distribute any and all such power subject, however, to all municipal and local laws in that respect, provided that the distribution of light, heat and power beyond lands owned or controlled by the company shall be subject to local laws and regulations in that behalf;

(e) To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking capable of being conveniently carried on in connection with the business of the Company, and to raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, any such company or corporation and to offer for public subscription, any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any such company or corporations, business or undertaking and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

(f) For the purpose of the Company to act as agents for the purchase and sale of real estate and all interests therein and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, townsites or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, exclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interests therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any persons with any person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein as agents or otherwise and generally to act as real estate, house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

(g) To invest and deal with the money of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(h) Upon any issue of shares, debentures or other securities of the company, to employ brokers, commission agents and underwriters and to provide for the remuneration of such persons or corporations for their services in cash or by the issue of shares, debentures or other securities of the company or the granting of options to take the same, or in any other manner;

(i) To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, movable or immovable, property rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession, which this company may lawfully acquire and / or for any services rendered to the company and to issue fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

(j) To construct and operate, on the property of this company or of other persons with their consent, aerial or other railroad conveyors, from all or any of the properties of this company to all

toutes ou chacune des propriétés de la présente compagnie à toutes ou chacune des propriétés de la présente compagnie pour faciliter le transport des produits et fabrications de la présente compagnie d'une partie des propriétés de la présente compagnie à une autre partie ou à d'autres parties, et pour toutes autres fins de la présente compagnie;

(k) Acheter ou autrement acquérir les actions et intérêts dans d'autres compagnies aux conditions qui seront déterminées par la présente compagnie à même le surplus de fonds de la compagnie;

(l) Détenir, acquérir, échanger, vendre, aliéner des immeubles, pour ériger des constructions sur iceux en vue de construire les emplacements comme fins subordonnées aux fins principales de la compagnie;

(m) Rémunérer soit en deniers ou avec l'approbation des actionnaires en actions, obligations ou débetures de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution, sa formation ou son organisation, ou en rapport avec la conduite d'aucune des entreprises de la compagnie ou dans ou au sujet du paiement ou de la satisfaction des dettes ou obligations dues par la compagnie;

(n) Accepter, en paiement de toutes dettes dues à la compagnie, les parts, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation, ou les biens de toute corporation ou individu, et utiliser aucune des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires d'icelles, y compris le droit de vote sur icelles, par l'entremise de tels agent ou agents que les directeurs pourront nommer et distribuer les dites actions, obligations, débetures ou autres valeurs ou tous biens de telle compagnie, en espèce ou autrement, lors d'une division de profits ou une distribution du capital entre les actionnaires;

(o) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, hypothèque, achat ou autrement et avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance de tous permis, pouvoirs, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun individu ou corporation peut détenir ou aurait le pouvoir d'accorder, et les payer en actions entièrement libérées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la province de Québec;

Qu'il soit ordonné et déclaré que, si autorisés par règlement, sanctionné par les deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(c) Emettre des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

(d) Hypothéquer, gager ou nantir les propriétés réelles ou personnelles de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs et tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie.

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires, faits,

or any of the properties of this company for facilitating the conveyance of the products and manufacturing of this company from one part of this company's property to another or others, and for any other purposes of this company;

(k) To purchase or otherwise acquire shares and interests in other companies on conditions which may be determined by this company out of surplus funds of the company;

(l) To hold, acquire, exchange, sell, alienate, real estate, to erect buildings thereon with a view to building townsites as ancillary to the main purposes of the company;

(m) To remunerate either in cash or with the approval of the shareholders in stocks, bonds or debentures of the company, any person, firm or corporation for services rendered, or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of any of the company's business or in or toward payment or satisfaction of debts or liabilities owed by the company;

(n) To accept in payment of any debts due or owing to the company, the stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation, or the assets of any corporation or individual, and to use any of the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the right to vote thereon, through such agent or agents as the directors may appoint and to distribute such shares, bonds, debentures or other securities or any assets of such company, in specie or otherwise, upon a division of profits or distribution of capital among the shareholders;

(o) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, hypothecation, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any individual or corporation may hold or be empowered to grant, and to pay for the same in and by fully paid up shares or other securities of the company or otherwise;

The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec;

That it be hereby ordained and declared that, if authorized by By-Law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the By-Law, the directors may, from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the Company;

(b) Limit or increase the amount to be borrowed;

(c) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(d) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the Company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company.

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the Company on bills of exchange or promissory notes

tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "Lac Lemoine Mines, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de février, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1293

Sous-secrétaire de la Province.

"Le Cercle de Montréal-Est, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, R. S. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1936, constituant en corporation: Joseph Jean, Avocat, Roland McDuff, Commis de bureau, tous deux de la ville de Pointe-aux-Trembles, et Napoléon Courtemanche, Banquier, de la ville de Montréal-Est, tous dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Posséder, organiser, exploiter un club social et sportif pour l'accommodation de ses actionnaires et de leurs amis;

Exploiter, organiser, acquérir et posséder des salles de réunion, de récréation et d'amusement divers ainsi que des terrains de golf, de tennis, de balles au camp, de goudet et tous genres de sport et d'exercices pour le corps et pour l'esprit;

Exploiter et posséder des clubs de pêche et de chasse, de salles à manger, restaurants et autres accommodations de logement;

Acquérir, posséder, louer, vendre ou échanger toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits et privilèges que la corporation pourra croire utiles;

Exercer toutes autres opérations qui peuvent lui sembler susceptibles d'être exercées convenablement à l'égard de ses opérations ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de ses biens ou de ses droits ou à les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou une partie de l'actif, des opérations, biens, privilèges, contrats, droits, obligations et passif de toute autre compagnie ou d'une société, firme ou personne exerçant des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens appropriés aux fins de la Compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, débetures ou autres titres d'une autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une entreprise susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la Compagnie, et de les vendre ou autrement en disposer;

Conclure des contrats et arrangements avec tout gouvernement ou toutes autorités, municipales, locales ou autres, qui peuvent sembler propres aux fins de la compagnie ou à l'une quelconque de ces fins et d'obtenir de ces gouvernements ou autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger opportun d'obtenir, et d'exécuter, exercer ou observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

Vendre ou aliéner en totalité ou en partie l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou va-

made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company, under the name of "Lac Lemoine Mines, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1294-o

Assistant Provincial Secretary.

"Le Cercle de Montréal-Est, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighteenth day of February, 1936, incorporating: Joseph Jean, advocate, Roland McDuff, office clerk, both of the town of Pointe-aux-Trembles, and Napoléon Courtemanche, banker, of the town of Montreal-East, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To own, organize, operate a social and sporting club for the accommodation of its shareholders and their friends;

To operate, organize, acquire and own meeting rooms and halls for recreation and other pastimes as well as golf links, tennis courts, ball grounds and skating rinks and other kinds of sport and physical and mental exercises;

To operate and own fishing and hunting clubs, dining-rooms, restaurants and other accommodations and lodging;

To acquire, own, lease, sell or exchange any movable or immovable properties, rights and privileges which the corporation may deem useful;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or person carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this Company;

To take or otherwise acquire and hold shares, debentures or other securities in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any undertaking capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, to sell or otherwise dispose of the same;

To enter into any contracts and arrangements with any governments or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such governments or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To sell or dispose of the whole undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities

leurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute autre compagnie ou société, firme ou personne pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou de débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou concernant l'organisation, la formation ou le lancement de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

Prendre les moyens jugés utiles ou convenables pour faire connaître la compagnie et ses activités, et en particulier par voie de publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres périodiques et par l'octroi de prix, récompenses ou dons;

Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner ou faire valoir la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie, ou d'en disposer autrement;

Émettre et de répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital social de la compagnie en paiement total ou partiel de biens réels ou personnels achetés ou autrement acquis par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

Acquitter, à même les fonds de la compagnie, la totalité ou partie des frais de sa formation et de son organisation, ou qui s'y rattachent, ou que la compagnie peut considérer comme frais préliminaires;

Placer et négocier les deniers de la compagnie, non requis immédiatement, de la manière qui peut être déterminée au besoin;

Réaliser la totalité ou une partie des objets de la compagnie et de faire tout ou partie des choses susdites à titre de commettant, d'agent, d'entrepreneur ou autrement et soit seul soit conjointement avec d'autres;

Accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou qui sont propres à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Le Cercle de Montréal-Est, Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal-Est, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de février 1936.

ARMAND VIAU,

1295-6 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any company or any partnership, firm or person, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To adopt such means of making known the company and its activities as may be deemed useful or suitable and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the capital stock of the company as whole or part payment for any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or for any services rendered to the company;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To carry out all or any of the objects of the company as principal, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercising of the powers of the company, under the name of "Le Cercle de Montréal-Est, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal-East, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1936.

ARMAND VIAU,

1296 Deputy Assistant Provincial Secretary.

"Le Patronage de Lévis".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de février 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Révérends Albert Côté, Ptre, Louis Vallières et Lucien Trépanier, tous de Lévis, membres de la Congrégation des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, dans les buts suivants:

a) Avec l'assentiment de l'Autorité diocésaine et de la Congrégation des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, prendre charge, dans la cité de Lévis—et des environs, d'écoles d'enfants pauvres, maisons de famille pour apprentis orphelins ou pour étudiants, sociétés de persévérance pour les jeunes gens de la classe ouvrière, unions, cer-

"Le Patronage de Lévis".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the nineteenth day of February, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Reverend Albert Côté, Priest, Louis Vallières and Lucien Trépanier, all of Lévis, members of the Congregation of the Brothers of Saint Vincent de Paul, for the following purposes:

a) With the consent of the Diocesan Authority and of the Congregation of the Brothers of Saint Vincent de Paul, to take over, in the city of Lévis—and its environs, schools for poor children, homes in families where orphans may be apprenticed or remain as students, societies of perseverance for young men of the working class,

cles, patronages, hospitalités de nuit et, en général, des œuvres en faveur des pauvres de la classe ouvrière;

b) Accepter, acquérir, posséder par tous titres, des biens meubles et immeubles pour les fins de ses œuvres;

c) Ester en justice;

d) Emprunter, louer, hypothéquer, vendre, échanger, céder, ou autrement aliéner, à quelque titre que ce soit, partiellement ou en totalité, ses biens meubles ou immeubles et devenir partie à des lettres de change ou billets à ordre;

e) Faire des règlements de régie interne pour l'admission de personnes dans la dite corporation comme pour l'administration de ses biens et modifier ou abroger ces règlements, mais aucun règlement de régie interne n'entrera en vigueur sans l'approbation de la Congrégation des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, sous le nom de "Le Patronage de Lévis".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.00.

Dans le cas de dissolution de la dite Corporation, les biens d'icelle, après paiement des dettes, appartiendront à la Congrégation des Frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Lévis.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

1297-o

Sous-secrétaire de la Province.

unions, circles, patronages, night shelters and, in general, works in favour of the poor of the working class;

b) To accept, acquire, own by any title, movable and immovable property for the purposes of its works;

c) Ester en justice;

d) To borrow, lease, hypothecate, sell, exchange, assign, or otherwise deal with, under any title whatsoever, in whole or in part, movable or immovable properties and be a party to bills of exchange or promissory notes;

e) To make by-laws for internal management for the admission of persons into the said corporation as well as for the management of its assets and to amend or revoke the said by-laws, but no by-law for internal management shall have force and effect without the approval of the Congregation of the Brothers of Saint Vincent de Paul, under the name of "Le Patronage de Lévis".

The amount to which shall be limited the annual revenues from the immovable property which the corporation may possess, is \$500,000.00.

In the case of the dissolution of the said corporation, the assets thereof, after payment of debts, shall belong to the Congregation of the Brothers of Saint Vincent de Paul.

The head office of the company will be in the city of Lévis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1298

Assistant Provincial Secretary.

"Modern Fur Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février, 1936, constituant en corporation: Delle Janet Mendels, fille majeure, sténographe, Thomas-Michael Tansey, et Théodore-Israel Levine, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations de manufacturiers de garnitures de fourrure, manteaux de fourrures, négociants, marchands, importateurs, exportateurs, en gros et en détail, de fourrures, peaux vertes et préparées, et de chacune et toutes les choses y appartenant et ou en aucune manière alliées au dit commerce;

2. Représenter les marchands, distributeurs, manufacturiers, importateurs, exportateurs pour toutes ou chacune des marchandises susdites ou articles à base de commission ou autrement;

3. Exercer l'industrie qui consiste à préparer et teindre les fourrures et peaux vertes et faire chacune et toutes les autres choses s'y rapportant;

4. Pour aucun des objets ou fins susdits, acquérir, acheter ou louer toutes formules et brevets jugés nécessaires;

5. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts ou tous autres risques communs semblables, avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que la compagnie croira convenable;

6. Souscrire, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ci-haut mentionnée, les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

"Modern Fur Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighteenth day of February, 1936, incorporating: Miss Janet Mendels, spinster, of the age of majority, stenographer, Thomas Michael Tansey, and Theodore Israel Levine, Advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in as manufacturers of fur trimmings, fur coats, dealers, jobbers, importers, exporters, wholesale and retail in furs, raw and dressed skins, and in any and all other things appertaining to the same and or in any way allied thereto;

2. To represent jobbers, distributors, manufacturers, importers, exporters for all or any of the above merchandise, or goods on commission basis or otherwise;

3. To engage in the business of dressing and dyeing raw furs and skins and to do any and all other things incidental thereto;

4. For any of the above objects or purposes, to acquire, purchase or lease any formulae and patents found necessary;

5. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, or any similar joint venture with any person, persons, firm or company that this Company may think fit;

6. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

7. Acquérir, assumer la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant une industrie que cette présente compagnie exerce ou a le droit d'exercer et les exercer et les payer totalement ou partiellement en actions libérées de la présente compagnie;

8. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce, accessoires, ameublements, baux, contrats et effets de toute description;

9. Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

10. Vendre ou aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

11. Procurer l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger conformément aux lois de tel pays étranger;

12. Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autrement, garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

13. Prendre les moyens de faire connaître les marchandises de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

14. Vendre, améliorer, administrer, échanger, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des propriétés de la compagnie;

15. Faire le commerce des choses précitées en qualité de mandants, agents, sous-agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

16. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Modern Fur Company", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chambre 318, 423 rue Mayor, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de février, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1299

Sous-secrétaire de la Province.

7. To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carries on or is entitled to carry on and to carry on and pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

8. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, movable or immovable, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade, fixtures, furniture, leases, contracts and effects of any description;

9. To have, accept, make, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

10. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

11. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country according to the laws of such foreign country;

12. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

13. To adopt such means of making known the merchandise of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

14. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property of the company;

15. To deal with the above things as principals, agents, subagents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

16. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Modern Fur Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Room 318, 423 Mayor St., Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1300-o

Assistant Provincial Secretary.

"Norman Leo, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février, 1936, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson,

"Norman Leo, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighteenth day of February, 1936, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, and Theodore Herzl Sha-

et Theodore Herzl Shapiro, tous avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce d'acheteurs de dettes et de droits éventuels de toutes classes;

(b) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(c) Vendre, louer ou autrement négocier ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise et des biens de la compagnie ou se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie pour la considération que la compagnie jugera à propos, et particulièrement pour les actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

(d) Placer les deniers disponibles de la compagnie dans des valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

(e) Emprunter de l'argent dans tel montant ou montants, à tel taux ou intérêt, et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables; engager la compagnie au remboursement des montants ainsi empruntés et intérêt en iceux, et à la réalisation des termes et conditions; et, s'il est jugé convenable, hypothéquer ou nantir la totalité ou aucune partie des biens immobiliers ou mobiliers de la compagnie pour garantir le remboursement des montants ainsi empruntés, l'intérêt et la réalisation des termes et conditions;

(f) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres et soit par l'intermédiaire d'agents, sous-entrepreneurs, fiduciaires ou autrement;

(g) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation d'aucun ou plusieurs des objets susdits, sous le nom de "Norman Leo, Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de février, 1936.

ARMAND VIAU,

1301 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

piro, all advocates, of the City of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on the business of purchasers of all classes of debts and choses in action;

(b) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

(c) To sell, let on hire or otherwise deal with or dispose of the undertaking and assets of the company, or any part thereof or to consolidate or amalgamate with any other company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(d) To invest any moneys of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

(e) To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest, and on such terms and conditions as may be thought proper; to bind the company to the repayment of the sums so borrowed, and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions; and if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immovable and/or moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest and the fulfilment of the terms and conditions;

(f) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and either by or through agents, sub-contractors, trustees or otherwise;

(g) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any one or more of the above objects, under the name of "Norman Leo, Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1936.

ARMAND VIAU,

1302-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Painting Contractors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février, 1936, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat, Leslie Knight, entrepreneur, Christina-B. Munday, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations en général d'entrepreneurs peintres, décorateurs, plâtriers, vitriers, charpentiers, teinturiers, tapissiers, entrepreneurs, ouvriers en métal, machinistes, constructeurs et couvreurs;

2. Manufacturer, importer, exporter et faire le commerce d'articles, effets et marchandises des sortes suivantes, y compris les peintures, huiles, vernis, colorants, brosses, grattoirs, papier peint, tapisserie, couvertures murales, mastic, plâtre, vitres, ciment et généralement l'outillage et les métaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement en rapport avec les opérations ci-haut mentionnées;

"Painting Contractors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventeenth day of February, 1936, incorporating: Ezra Leithman, Advocate, Leslie Knight, Contractor, Christina B. Munday, Stenographer, *fille majeure*, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the general business of painting contractors, decorators, plasterers, glaziers, carpenters, tinters, paper hangers, contractors, metal works, machinists, builders and roofers;

2. To manufacture, import, export and deal in goods, wares, and merchandise of the following kinds, including paints, oils, varnishes, stains, brushes, scrapers, wall-papers, tapestries, wall-coverings, putty, plaster, glass, cement and generally of implements and metals which can be used directly or indirectly in connection with the business above referred to;

3. Agir comme agents à commission ou agents commerciaux, courtiers et agents pour l'achat et la vente, l'importation et l'exportation des produits naturels ou fabriqués et commodités vendables des sortes et descriptions ci-haut mentionnées;

4. Se procurer, posséder, louer et exploiter des moulins et établissements manufacturiers pour la production des commodités vendables et les produits des sortes et descriptions ci-haut mentionnées;

5. Etablir, mettre en opération et conduire des boutiques et entrepôts pour la vente de tous les articles fabriqués et négociés par la compagnie et tous autres articles, effets et marchandises qui peuvent être avantageusement négociés en même temps que les dits articles;

6. Exercer toute autre industrie d'une même nature ou d'une nature semblable qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou corporation exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

8. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens réels ou personnels, ou les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

9. Emettre des actions, actions-débetures, débetures, obligations et autres valeurs de la compagnie pour de l'argent, ou si elles sont auparavant libérées, en paiement intégral ou partiel de tous biens, droits et immunités, qui peuvent être acquis par la compagnie, ou pour tous services rendus ou travaux exécutés pour la compagnie et en vue du paiement ou de la satisfaction des dettes et engagements dus par la compagnie;

10. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie constituée par les présentes et promouvoir ou aider à la promotion et devenir actionnaire de toute telle compagnie et recevoir en paiement de ce service dans la formation de telle compagnie ou compagnies, les actions, obligations et valeurs de toute telle compagnie ou compagnies, et acheter les actions, obligations et valeurs de toute telle compagnie ou compagnies et les détenir, les vendre, les nantir, les revendre avec ou sans garantie et autrement en faire le commerce ou le négoce;

11. Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

12. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la présente compagnie ou dont la compagnie a le pouvoir de disposer;

13. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie jugera à propos et particulièrement pour les actions, débetures,

3. To act as commission or commercial agents, brokers and agents for the buying and selling, importing and exporting of natural or manufactured products and merchantable commodities of kind and description above referred to;

4. To procure, own, lease and operate mills and manufacturing establishments for the production of merchantable commodities and products of the kind and description above referred to;

5. To establish, operate and conduct shops and warehouses for the sale of all articles manufactured and dealt in by the company and any other goods, wares or merchandise which may be advantageously dealt in connection therewith;

6. To carry on any other business of the same or similar nature which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with this business, or calculated directly or indirectly to enhance or render profitable any of the company's property or rights;

7. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

8. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise any real or personal property or rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of this business, or any part thereof;

9. To issue shares, debenture stock, debentures, bonds and other securities of the company for cash, or after being previously made paid up, any payment or any part payment of any property, rights and easements, which may be acquired by the Company, and for any services rendered and work done for the Company and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the Company;

10. To enter into any arrangements for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the Company hereby incorporated, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such Company and to receive any payment for this service in promoting such Company or Companies, the shares, bonds and securities of any such Company or Companies, and to purchase the shares, bonds and securities of any such Company or Companies and to hold, sell, pledge, resell with or without guarantee and otherwise deal in and deal with the same;

11. To invest the monies of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

12. To distribute among the shareholders of the Company, in kind, any property of the Company and in particular any shares, bonds, debentures or securities in any other Company belonging to the Company or which the Company has power to dispose of;

13. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

14. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other

obligations ou autres valeurs de toute autre corporation dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

15. Faire toutes ou une partie quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

16. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Painting Contractors, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 276 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de février, 1936.

ARMAND VIAU,

1303 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the Company;

15. To do all or any part of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

16. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Painting Contractors, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 276 Saint James Street West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1936.

ARMAND VIAU,

1304-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Transport Snow-Plough Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février, 1936, constituant en corporation: Fred Clarence Moore, William Clifford Winter, cultivateurs, et Alfred Henderson Reid, camionneur, tous de la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, dans les buts suivants:

(a) Faire et exercer l'industrie qui consiste à débayer et à enlever la neige des routes, chemins, rues et voies publiques en général;

(b) Passer des contrats avec les propriétaires de terrains, par bail, location, achat ou autres moyens pour l'érection, la construction, l'agrandissement, la modification ou l'amélioration de bâtisses, ou toutes autres telles constructions nécessaires pour l'exécution de leur concession ou privilège ou pour toutes autres fins;

(c) Exercer le commerce, soit comme mandants ou agents, en rapport avec le commerce susdit d'entrepôts de douane, courtiers en douane et entrepôts;

(d) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(e) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(f) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exer-

"Transport Snow-Plough Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourteenth day of February, 1936, incorporating: Fred Clarence Moore, William Clifford Winter, farmers, and Alfred Henderson Reid, truckman, all of the Town of Huntingdon, in the District of Beauharnois, for the following purposes:

(a) To engage in and carry on the business of clearing and removing snow from highways, roads, streets and thoroughfares generally;

(b) To contract with the owner of land, by lease, hire, purchase, or other means for the erection, construction, enlargement, alteration or improvement of buildings, or any other such constructions necessary for the carrying out of their concession, or privilege, or for any other purpose;

(c) To carry on the business, either as principals or agents in connection with the foregoing, of bonded warehouses, customs brokers and storage warehouses;

(d) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

(e) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(f) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being

cer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(g) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(h) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(i) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(j) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

(k) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(l) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(m) Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

(n) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(o) Faire tous ou aucun des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(p) Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, sous le nom de "Transport Snow-Plough Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(g) To take or otherwise acquire and hold share in any other company having objects altogether or in part similar to these of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(h) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(i) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all of any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(j) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(k) To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(l) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(m) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(n) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(o) To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(p) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights, under the name of "Transport Snow-Plough Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) common shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Le nombre des actionnaires sera limité à cinquante (50).

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Huntingdon, district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de février, 1936.

ARMAND VIAU,

1305 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

The number of shareholders is limited to fifty (50).

The head office of the company will be in the town of Huntingdon, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1936.

ARMAND VIAU,

1306-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"British Guiana Mining Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1936, constituant en corporation: Joseph James Harold, John William Long, et Edward Allan Morgan Edson, avocats, et Archibald Sanders Wilson, Roméo Leblanc, huissiers, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(a) 1. Acquérir, posséder, louer, faire des recherches, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, entretenir et gérer des mines et terrains et dépôts miniers et fouiller, charrier, broyer, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, amalgamer, affiner, pomper, aliéner et autrement traiter les minerais, métaux et minéraux, appartenant à la compagnie ou non, et leur donner une valeur marchande, et les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie ou tout intérêt en eux;

(a) 2. Exercer les opérations (soit en gros et en détail) d'importateurs, exportateurs et manufacturiers et négociants et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes et descriptions de produits, y compris mais sans limite quant à la généralité des objets susdits, métaux de tous degrés à compter du minerai au produit fini, et tous produits ou choses produites ou manufacturées en tout ou en partie avec du métal ou ses produits, produits chimiques, produits de la ferme, de la forêt, des carrières et des mines ou de la mer, des lacs et rivières et tous produits manufacturés, développés ou produits avec les produits et commodités susdits;

(b) Etablir, entretenir, exploiter, administrer, surveiller, contrôler et gérer, soit seule ou conjointement avec aucune personne, firme, corporation, association, corps, institution, gouvernement, ou autorité, tous édifices, travaux, commodités, laboratoires ou organisations pour des recherches techniques ou des expériences;

(c) Souscrire, conditionnellement ou non, et garantir, prendre, détenir, trafiquer et convertir des titres, actions et valeurs de toutes sortes et former et participer dans la formation de syndicats et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie et promouvoir et aider à la promotion et organiser administrer, gérer ou exploiter des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, soit aux fins d'acquérir, louer ou exploiter la totalité ou toute partie des propriétés ou entreprises de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

(d) Investir et réinvestir de temps à autre et de la manière et dans les valeurs qui seront de temps à autre déterminées, et changer et varier ces placements et particulièrement, mais sans limiter la généralité des termes susdits, acheter et vendre des actions, titres, bons, débetures et autres

"British Guiana Mining Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1936, incorporating: Joseph James Harold, John William Long, and Edward Allan Morgan Edson, Advocates, and Archibald Sanders Wilson, Romeo Leblanc, Bailiffs, all of Montreal, for the following purposes:

(a) 1. To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyze, reduce, amalgamate, refine, pipe, convey and other wise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein;

(a) 2. To carry on the business (both wholesale and retail) of importers, exporters and manufacturers of and dealers in and to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of commodities, including but without limiting the generality of the foregoing, metals in all their stages from ore to the finished product, and all products or things produced or manufactured in whole or in part from metal or the products thereof, chemicals, products of agriculture, the forest, quarry and mine or the sea, lakes and rivers and all products manufactured, developed or produced from the products and commodities aforesaid;

(b) To establish, maintain, operate, administer supervise, control and manage, either alone or in conjunction with any person, firm, corporation, association, body, institution, government, or authority, any buildings, works, conveniences, laboratories or organizations for technical research or experiments;

(c) To subscribe for, conditionally or unconditionally, and to underwrite, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to form and participate in syndicates and to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting and to organize, manage, administer or operate companies, syndicates or partnerships of all kinds, whether for the purpose of acquiring, leasing or operating the whole or any part of the property or undertaking of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof, or for any other purpose which the company may think expedient;

(d) To invest and re-invest from time to time in such manner and in such securities as may from time to time be determined, and to vary and change investments and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, to buy and sell shares, stocks, bonds, debentures

valeurs et, durant leur possession ou détention d'aucun des titres susdits, exercer directement ou par l'entremise d'agents, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, comprenant le droit de voter sur tous tels titres ou actions ou autres valeurs exerçant un droit de vote, et le droit de transférer à son nominataire le nombre de tous tels titres, actions ou autres valeurs qui seront nécessaires pour qualifier tels nominataires comme directeurs, officiers, fiduciaires ou membres de la compagnie, corporation, syndicat, fiducie ou association émettant tels titres, actions ou autres valeurs;

(e) Pour les fins de la compagnie, acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre, améliorer, gérer, administrer, mettre en valeur, disposer et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières et mixtes, et droits de toutes sortes, soit comme principaux ou agents et particulièrement, sans limiter la généralité des objets susdits, des terrains, mines, plantations, fabriques, établissements industriels, édifices, héritages, commerce, exploitation industrielle et entreprises, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, permis, valeurs, polices, dettes de livre, et tout intérêt dans des propriétés réelles ou personnelles et toutes réclamations contre telles propriétés ou contre toute personne ou compagnie et privilèges et droits éventuels de toutes sortes, marchandises et autres propriétés, et, au sujet des terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, plantant, édifiant ou améliorant, minant, vendant ou construisant des travaux et commodités publiques et généralement exercer toute industrie ou activité qui peuvent être convenablement exercées en rapport avec aucun des objets de la compagnie;

(f) Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et biens de toutes sortes moyennant tels termes qui seront convenus; prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle du commerce ou opérations de toute compagnie ou entreprise et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

(g) Faire exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, conventions, négociations, procédures légales et autres, concordats, arrangements et projets, et faire tous autres actes, choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à la protection de la compagnie, comme détenteurs ou intéressés dans tous placements et valeurs;

(h) Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans toute juridiction, province, territoire, état ou pays canadiens ou étrangers et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou action;

(i) Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, être propriétaire de, utiliser, exploiter, introduire et vendre, assigner ou autrement disposer d'aucune et de toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou garantis par lettres patentes ou autres du Canada ou d'aucun autre pays, et utiliser, exercer, développer, émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur aucune et toutes marques de commerce, brevets, permis, conces-

and other securities; and while the owner or holder of any of the foregoing, to exercise directly or through agents, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote on any such stocks or shares or other securities carrying a voting right, and the right to transfer to its nominees such of any such stock, shares or other securities as may be necessary to qualify such nominees as directors, officers, trustees or members of the company, corporation, syndicate, trust or association issuing such stock, shares or other securities;

(e) For the purposes of the company, to purchase or otherwise acquire, hold, sell, improve, manage, administer, turn to account, dispose of and deal in real and personal, moveable and immoveable and mixed property and rights of all kinds, either as principals or agents, and particularly, without limiting the generality of the foregoing, land, mines, plantations, factories, industrial establishments, buildings, hereditaments, business or industrial concerns, and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book-debts, and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company and privileges and choses in actions of all kinds, merchandise and other property and, as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business or activity which can be conveniently carried on in connection with any of the objects of the company;

(f) To receive money on deposit, at interest or otherwise and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged; to take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

(g) To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the Company, as holder of or interested in any investments and securities;

(h) To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company, with power to represent the company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(i) To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise of Canada or of any other country, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so

sions, procédés et choses de même nature, ou tous tels biens, droits et informations ainsi acquis, et en vue de leur exploitation et leur développement;

(j) Acheter, louer ou acquérir autrement, construire, aménager, détenir, posséder, maintenir, gérer, améliorer, développer, louer, transporter, ou céder en fiducie, occuper, utiliser, exploiter, vendre, ou en disposer autrement et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur les propriétés foncières, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes situées en tout endroit quelconque, et les droits et intérêts de toute nature ou espèce qui sembleront nécessaires, utiles ou convenables pour aucun des objets ou aucune des fins de la compagnie;

(k) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(l) Émettre des actions entièrement acquittées, débetures, actions-débetures, obligations et/ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes propriétés, actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui peuvent être acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail fait pour la compagnie, et en paiement ou à l'acquit des dettes et responsabilités dues par la compagnie;

(m) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(n) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(o) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(p) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(q) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie ou personne pour les payer;

(r) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital, ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en

acquired, and with a view to the working and development of the same;

(j) To purchase, lease or otherwise acquire, construct, equip, hold, own, maintain, manage, improve, develop, lease, convey, or assign in trust, occupy, use, operate, sell, or otherwise dispose of, and generally deal in and with and turn to account such other property, whether it be real, personal, moveable, immoveable or mixed and wheresoever situate, and such rights and interests of whatsoever nature or kind as may be deemed necessary, useful or convenient for any of the objects or purposes of the company;

(k) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(l) To issue paid up shares, debentures, debenture stock, bonds and/or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(m) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(n) To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(o) To consolidate or amalgamate with any other Company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(p) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular any shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(q) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(r) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects alto-

tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les gager, grever, les vendre ou autrement en disposer;

(s) Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder généralement les frais, charges et dépenses nécessaires;

(t) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(u) Prêter de l'argent ou faire crédit, et prendre ou autrement acquérir et assumer ou garantir en aucune manière l'acquittement de toutes obligations ou le paiement du principal ou intérêt ou dividendes sur les titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs et aider en aucune autre manière toute personne, firme, compagnie, cité, ville, villages ou municipalité avec lesquels la compagnie a ou peut avoir des relations d'affaires ou dans les affaires, biens ou la prospérité desquels, dans l'opinion des directeurs, la compagnie a ou peut désirer acquérir un intérêt;

(v) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, et commodités devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie, leurs prédécesseurs en affaires ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(w) Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(x) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(y) Hypothéquer, grever ou engager ou céder toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, ou des obligations garanties par la compagnie;

(z) Exercer ou exploiter toute industrie ou activité que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables; et faire et exécuter tous tels autres actes et choses qui sont incidents ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

(2) 1. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs susénumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit

gether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(s) To apply for, secure, acquire by assignment transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(t) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(u) To lend money or credit to, and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee in any way or manner the fulfilment of any obligation of or the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures, or other securities of and to aid in any other manner any person, firm, company, city, town, villages or municipality with which the company has or may have business relations or in the affairs, property or prosperity of which the company has, in the opinion of the directors, or may wish to acquire an interest;

(v) To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public or general object;

(w) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(x) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(y) To hypothecate, mortgage, pledge or cede any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

(z) To carry on or engage in any business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights and to do and perform all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(2) 1. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and

comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

CONTRATS

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transactions, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs, à moins que prévu autrement conformément à la Section 76 de la Loi des Compagnies de Québec.

POUVOIRS D'EMPRUNT

S'ils y sont autorisés par règlement, sanctionné par au moins les deux-tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoqués pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps en temps:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;

(c) Emettre des bons, débetures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;

(d) Hypothéquer, nantir, donner en garantie, céder ou transférer les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour garantir tels bons, actions-obligations ou autres valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de cette compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change et billets promissaires faits, tirés et endossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "British Guiana Mining Corporation", avec un capital total de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00), divisé en deux cent cinquante mille (250,000) actions ordinaires de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees, or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause, or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

CONTRACTS

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that the affairs of the company shall be managed by a Board of five Directors unless otherwise provided in accordance with Section 76 of the Quebec Companies' Act.

BORROWING POWERS

1. If authorized by By-Law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Limit or increase the amount to be borrowed;

(c) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for each sum and at such prices as may be deemed expedient;

(d) Hypothecate, mortgage, pledge, cede or transfer the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "British Guiana Mining Corporation", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two hundred and fifty (250,000) common shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

"Parisian Ladies Wear, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1936, constituant en corporation: Harry Capilovitch, marchand, de la ville de Saint-Hyacinthe, Québec, Harry Tepper, marchand, et Abraham Zingboim, manufacturier, tous deux de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissus de laine et de coton, lainages, soierie, toiles et vêtement de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de confection pour dames;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les

"Parisian Ladies Wear, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1936, incorporating: Harry Capilovitch, merchant, of the town of Saint Hyacinthe, Quebec, Harry Tepper, merchant, and Abraham Zingboim, manufacturer, both of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies ready-to-wear merchandise;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether

objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mo-

or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of

bières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Parisian Ladies Wear, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

1309

Sous-secrétaire de la Province.

the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Parisian Ladies Wear, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1310-0

Assistant Provincial Secretary.

"Star Glass Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1936, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel-Alexander Shulman, avocats, et Dorothy Boretsky, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. (a) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes sortes de machinerie, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et accessoires, incidents à la construction d'autocars ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux, ou la fabrication, le maintien et l'opération d'iceux respectivement;

(b) Construire, améliorer, maintenir, travailler, gérer et contrôler toute voie ou surface adaptée à l'usage d'automobiles, moteurs, engins et machines, et contribuer ou autrement aider à la construction, amélioration, entretien, opération, administration, exécution ou contrôle de toute telle voie ou surface;

(c) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce de verre et caoutchouc et articles et marchandises de toutes sortes dont le verre et le caoutchouc sont les parties constitutives, avec ensemble les matériaux divers qui entrent dans la fabrication de tels articles et marchandises;

(d) Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils pour économiser le combustible, appareils et dispositifs mécaniques et électriques;

(e) Réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, véhicules moteurs, et tous accessoires s'y rapportant;

(f) Etablir des dépôts et agences et promouvoir les expériences sur les moteurs et leurs accessoires, y compris des carburateurs, et appareils pour l'économie du combustible, et offrir pour concours et pour distribution, des prix en rapport avec iceux;

2. Acquérir par achat, échange, location, ou autrement tout commerce de même nature, y compris les machineries, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions entièrement

"Star Glass Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1936, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, Advocates, and Dorothy Boretsky, Stenographer, *fille majeure*, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. (a) To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions, and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

(b) To construct, improve, maintain, work, manage and control any track or surface adapted for the use of automobiles, motors, engines and machines, and to contribute to or otherwise assist in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control of any such track or surface;

(c) To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in glass and rubber, and articles and goods of all kinds of which glass and rubber are component parts, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods;

(d) To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices;

(e) To repair, reconstruct and otherwise deal with automobiles, motor vehicles and any appliances in connection therewith;

(f) To establish depots and agencies and to promote trial tests for motors and appliances in connection therewith, including carburetors and fuel-saving devices, and to offer for competition and distribution, prizes in connection therewith;

2. To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and to pay for same in cash, or fully paid up shares of the com-

libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

3. Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débetures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

4. Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

5. Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

6. Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débetures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

7. Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises ou toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

8. Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

9. Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

10. Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou des actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

11. S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

12. Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, débetures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tout droit acquis par la compagnie, et rémunérer, soit pour toute propriété ou droit acquis par la compagnie, soit en argent ou en actions, obligations, ou débetures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Star Glass Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

pany, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

3. To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

4. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, warehouses, stores and buildings, and any interest or rights connected therewith;

5. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

6. To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

7. To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company, and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

8. To act as manager or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

9. To amalgamate, unite or join with any other persons, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

10. To sell, lease, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or shares, stock, debentures, bonds or securities or any other company, or corporation;

11. To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

12. To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds, debentures, of the company, to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company and to remunerate either for any property or rights acquired by the company, either in cash or in stock, bonds, or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Star Glass Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Building Trades Club".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 19, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de février 1936, changeant le nom de la compagnie "Building Trades Exchange Club", en celui de "Building Trades Club".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1313-o Sous-secrétaire de la Province.

"Georges Brown Cartage Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de février 1936, changeant le nom de la compagnie "Georges Brown Coal & Cartage Company, Limited", en celui de "Georges Brown Cartage Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1315-o Sous-secrétaire de la Province.

"La Chaussure de Thetford, Limitée—The Thetford Shoe, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de février 1936, changeant le nom de la compagnie "La Chaussure de Thetford, Limitée" en celui de "La Chaussure de Thetford, Limitée—The Thetford Shoe, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1317-o Sous-secrétaire de la Province.

"Building Trades Club".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 19, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1936, changing the name of the Company "Building Trades Exchange Club", to that of "Building Trades Club".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1314 Assistant Provincial Secretary.

"Georges Brown Cartage Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February 1936, changing the name of the company "Georges Brown Coal & Cartage Company, Limited", to that of "Georges Brown Cartage Company, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1316 Assistant Provincial Secretary.

"La Chaussure de Thetford, Limitée—The Thetford Shoe, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1936, changing the name of the company "La Chaussure de Thetford, Limitée", to "La Chaussure de Thetford, Limitée—The Thetford Shoe, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1318 Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, le 6 février, 1936.

Quebec, February 6, 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Pacôme-G. Coupal, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi de Napierville, district judiciaire d'Iberville, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu M. Louis-Philippe Mérizzi, en son vivant notaire, pratiquant à Saint-Rémi de Napierville, district judiciaire d'Iberville, et des greffes des notaires Antoine Goyer, Charles Bédard, Louis-Albert Bédard et Georges-E. Mérizzi, dont ledit Louis-Philippe Mérizzi était le cessionnaire.

ALEX. DESMEULES,
817-6-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 2 mars, 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouver-

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Pacôme-G. Coupal, notary, residing and practising in Saint Rémi de Napierville, judicial district of Iberville, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Mr. Louis Philippe Mérizzi, in his lifetime notary, practising in Saint Rémi de Napierville, judicial district of Iberville, and the records of notaries Antoine Goyer, Charles Bédard, Louis Albert Bédard and Georges E. Mérizzi, whereof the said Louis Philippe Mérizzi was the assignee.

ALEX. DESMEULES,
818-6-5 Assistant Provincial Secretary

Quebec, March 2nd., 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in

neur en conseil par M. Roger Fortier, notaire, demeurant à Saint-Chrysostôme, dans le district judiciaire de Beauharnois et pratiquant à Saint-Chrysostôme et à Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, de cette partie du greffe de feu le notaire Louis-A. Guimont, concernant les actes et minutes reçus par M. Guimont, dans le cours de sa pratique à Saint-Chrysostôme, district judiciaire de Beauharnois, et portant les numéros 3593 à 4467 inclusivement.

ALEX. DESMEULES,

1337—10-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Council by Mr. Roger Fortier, notary, residing at Saint Chrysostôme, in the judicial District of Beauharnois, and practising at Saint Chrysostôme and at Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of that part of the notarial records of the late Notary Louis A. Guimont, respecting the deeds and minutes received by Mr. Guimont in the course of his practice at Saint Chrysostôme, judicial District of Beauharnois, and bearing numbers 3593 to 4467 inclusively.

ALEX. DESMEULES,

1338—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

ÉDOUARD VIII, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-QUATRE MARS prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ÉSIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT ET UNIÈME jour de FEVRIER, l'an de grâce mil neuf cent trente-six et de Notre règne le premier.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

1219—9-4-o

Département de l'Instruction publique

No 1189-35.

Québec, le 22 février 1936.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Privat, dans le comté d'Abitibi, les lots Nos 7 à 20 inclusivement, des rangs I à X inclusivement, du canton de Launay, et de les annexer à la municipalité de Launay, même comté.

1267—9-2-o

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

ÉDOUARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TWENTY-FOURTH day of MARCH next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ÉSIOFF-LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House in Our City of Quebec, this TWENTY FIRST day of the month of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

1220—9-4-o

Department of Public Instruction

No. 1189-35.

Quebec, February 22, 1936.

Application is made to detach from the school municipality of Privat, in the county of Abitibi, lots Nos. 7 to 20 inclusively, of ranges I to X inclusively, of the township of Launay, and to annex them to the school municipality of Launay, same county.

1268—9-2

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 10 mars 1936, et présentés avant le 14 avril 1936, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 3 avril 1936, et reçues avant le 8 avril 1936, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 28 avril 1936.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 10th March, 1936, and introduced before the 14th April, 1936, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 3rd April, 1936, and received before the 8th April, 1936, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 28th April, 1936.

Québec, ce 21 février 1936.

Quebec, 21st February, 1936.

1217-9-4-o

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

1218-9-4-o

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Assurance

Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est par le présent donné que la Tokio Marine and Fire Insurance Company, Limited, a obtenu le permis et a été enregistrée chez le trésorier de la Province comme compagnie d'assurance.

Notice is hereby given that the Tokio Marine and Fire Insurance Company, Limited, has been licensed and registered with the Treasurer of the Province as an insurance company.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce vingt-neuvième jour de février, 1936.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty-ninth day of February 1936.

L'Assistant Surintendant des Assurances,

J.-A. PARADIS,

1335-10-2-o Pour le trésorier de la Province.

Assistant Superintendent of Insurance.

1336-10-2-o For the Treasurer of the Province.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, demande sera faite par Samuel David Gameroff, agent d'immeubles, Morris Samuels, courtier en assurance, Samuel Glass, comptable, Max Katkin, Joel Sternthal, Frank Segal, Ben Shayne, Barnet Cleman, marchands, Sam Smith, bijoutier, Louis-D. Satim, Leon Samuels, vendeurs, Israel-N. Knight, secrétaire-trésorier, Harry Rosenberg, manufacturier, et Moses-Léon Raphael, gérant, tous de la cité de Outremont, tous du district de Montréal, pour être constitués en corporation, comme corporation religieuse, sous le nom de "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont" avec droit de tenir des registres de l'état civil, et détenir, posséder et acquérir des biens mobiliers et immobiliers, et faire tous les actes et choses nécessaires au fonctionnement d'une corporation religieuse, et pour toutes autres fins.

Public notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made by Samuel David Gameroff, Real Estate Agent, Morris Samuels, Insurance Broker, Samuel Glass, accountant, Max Katkin, Joel Sternthal, Frank Segal, Ben Shayne, Barnet Cleman, merchants, Sam Smith, jeweller, Louis D. Satim, Leon Samuels, salesmen, Israel N. Knight, Secretary-Treasurer, Harry Rosenberg, manufacturer, and Moses Leon Raphael, manager, all of the City of Outremont, District of Montreal, for incorporation as a religious corporation under the name of "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont", with power to keep registers of civil status, and to hold, own and acquire moveable and immoveable property and to do all acts and things necessary in the work of a religious corporation, and for other purposes.

Outremont, le 27 janvier 1936.

276 rue Saint-Jacques-ouest,
Suite 614, Montréal.

Le procureur des requérants,

955-7-4

HARRY BLANSHAY.

Outremont, January 27th., 1936.

276, Saint James Street West,
Suite 614, Montreal.

HARRY BLANSHAY,

956-7-4-o

Solicitor for Applicants.

Avis public est par les présentes donné que: La Corporation de la ville de Lachute, Les Commissaires d'Ecoles protestantes de la Municipalité de la Ville de Lachute. Les Commissaires d'Ecoles catholiques de la Municipalité de la

Notice is hereby given by: The Corporation of the Town of Lachute; The Protestant School Commissioners of the Town of Lachute; The Catholic School Commissioners of the Town of Lachute, in the County of Argenteuil, that appli-

ville de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour adopter une loi aux fins d'amender la Charte de la ville de Lachute, pour les fins suivantes:

1. Pour annexer au territoire de la ville de Lachute, pour fins municipales et scolaires, certains lots de terre sis et situés dans le Canton de Chatham, comté d'Argenteuil. Cesdits lots de terre sont connus et désignés aux plan, cadastre et livre de renvoi officiels du Canton de Chatham, comté d'Argenteuil, comme les lots de terre suivants: Partie nord du lot No 571; le lot No 572; partie du lot No 575; partie du lot 576; les lots Nos 643, 644, 645, 646, 647, 648; partie du lot No 649; le lot No 724; partie du lot No 726; partie de la Rivière du Nord et de la rivière Ouest; partie du chemin public, et partie des chemins de fer du Pacifique Canadien et du Canadien National;

2. Pour subdiviser les trois quartiers actuellement existant dans la ville de Lachute, et ordonner une nouvelle représentation desdits quartiers au conseil municipal de ladite ville de Lachute, et pour autres fins.

Lachute, 3 février 1936.

Les procureurs de la Corporation de la ville de Lachute, des Commissaires d'Ecoles protestantes de la municipalité de la ville de Lachute; et des Commissaires d'Ecoles catholiques de la municipalité de la ville de Lachute.

979-7-4-o

LEGAULT & LEGAULT.

cation will be made at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an act to amend the Charter of the Town of Lachute, for the following purposes:

1. To annex to the territory of the Town of Lachute, for municipal and school purposes, the following lots of land situate in the municipality of the Township of Chatham, and adjoining the Town of Lachute, the said lots being known and described on the official cadastral plan and book of reference of the said Township of Chatham, as part North of lot No. 571; lot No. 572; part of lot No. 575; part of lot No. 576; lots Nos. 643, 644, 645, 646, 647, 648; part of lot No. 649; lot No. 724; part of lot No. 726; part of the North River and of the West River; part of public road, and part of the lines of the Canadian Pacific Railways and the Canadian National Railways;

2. To subdivide the existing wards of the Town of Lachute, and to order a new representation of the said wards to the Municipal council of the Town of Lachute, and for other purposes.

Lachute, February 3rd, 1936.

LEGAULT & LEGAULT,

Attorneys for the Corporation of the Town of Lachute; the Protestant School Commissioners of the Town of Lachute; the Catholic School Commissioners of the Town of Lachute.

980-7-4-o

Avis public est par le présent donné que la Corporation de Victoriaville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier sa charte, aux fins:

1. D'obtenir sa constitution en cité;
2. De reviser et de consolider les divers statuts qui l'ont constituée ou modifiée jusqu'à ce jour et d'abroger certains articles;

3. De conserver généralement les pouvoirs accordés par sa charte primitive et ses amendements en altérant dans certains cas la phraséologie des textes;

4. De profiter, sauf abrogation et modification de quelques articles, des dispositions de la Loi des Cités et Villes, (S. R. Q., 1925, chapitre 102) et de leurs modifications, sauf aussi, tant qu'elles sont ou seront incompatibles avec les dispositions de sa nouvelle Charte;

5. D'obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes: Mode d'élection des échevins; durée des charges de Maire et d'Echevins; vacance dans la charge de Maire; qualification des estimateurs; préparation de la liste électorale municipale; droit de deux votes pour les propriétaires; heures de votation; convocation des séances spéciales; publication des avis publics; avis et adoption des règlements; construction en général; empiètement sur les propriétés de la ville; escaliers extérieurs; enlèvement des vidanges; enlèvement de la neige sur les trottoirs et dans les rues; affiches, placards et collectes publiques; règlement pour faire connaître avantages de la ville; expansion industrielle de la ville; paiement de sommes d'argent à la Chambre de Commerce; budget annuel; durée de l'année financière; confection du rôle d'évaluation; pénalité pour faux renseignements; durée d'inspection du rôle; taxes d'affaires; taxes de commerce; taxes de capitation sur majeurs des deux sexes; taxes sur voitures, camions, autobus, voitures à annonce et bicycles pour fins commerciales; prix, durée, imposition ou prohibition de permis ou licences; date d'exigibilité des taxes; demi-taxes d'affaires

Public notice is hereby given that the Corporation of Victoriaville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the modifying of its charter, for the following purposes:

1. To obtain its incorporation as a city;
2. To revise and consolidate the various statutes which have constituted or modified it, to this day, and to repeal certain articles;

3. To retain generally the powers granted by its original charter and the amendments thereto, by altering, in certain cases, the wording of the text;

4. To benefit, save the repealing and modification of certain articles, by the provisions of the Cities and Towns' Act (R. S. Q., 1925, Chapter 102) and the amendments thereto, save also inasmuch as they are or may be incompatible with the provisions of its new charter;

5. To obtain new powers on the following matters: mode of election of the aldermen; duration of the office of Mayor and of aldermen; vacancy in the office of Mayor; qualifications of the assessors; preparation of the municipal election list; right of two votes for proprietors; votnig hours; calling of special meetings; publication of public notices; notice and adoption of By-laws; building in general; encroachment on town property; outside stairways; removal of garbage; removal of snow on the side walks and in the streets; posters, placards and public collections; By-law to make known the advantages of the Town; industrial expansion of the Town; payment of sums of money to the Board of Trade; annual budget; duration of the fiscal year; preparing of the valuation roll; penalty for false information; duration of the inspection of the roll; business tax; commercial tax; head tax, for people over 31 years of age of both sexes; taxes on vehicles, trucks, autobuses, advertisement vehicles and bicycles for commercial purposes; price, duration, granting or prohibiting of permits or licenses; date for taxes to be exigible; business or commercial half-tax; discount on taxes; attachment be-

ou de commerce; escompte pour taxes; saisie-arrest avant jugement; publication d'avis pour vente des immeubles pour taxes; conditions de rachat des immeubles; attribution des amendes; prescription des actions en répétition de l'indû; droit d'acheter coupe de bois, de le faire abattre et de distribuer le bois pour secours aux chômeurs et de vendre le surplus, s'il y a lieu, et autres fins.

Victoriaville, ce 11 février 1936.

Le procureur et agent de la Corporation de

Victoriaville,

981-7-4-o

PHILIPPE MARCHAND.

Avis est par les présentes donné que la ville de Mount Royal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi amendante sa Charte, 3 George V, (1912) Chap. 72 et ses amendements relativement aux demandes énoncées dans l'avis antérieurement publié, et en outre, autoriser le Conseil à passer des règlements prescrivant la distance frontale minimum des lots sur lesquels divers genres d'édifices peuvent être construits et l'allocation d'un escompte pour le paiement à l'avance des taxes municipales.

Le procureur pour la ville de Mount Royal,

991-7-4

WM. F. MACKLAIER.

Avis public est par le présent donné que la Ville de Magog s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour refondre sa charte, aux fins: de reviser et de consolider les divers statuts qui l'ont constituée ou modifiée jusqu'à ce jour, et d'abroger certains articles; de conserver généralement les pouvoirs accordés par sa charte primitive et ses amendements, en altérant dans certains cas la phraseologie; de profiter, sauf abrogation ou modification de quelques articles, des dispositions de la loi des Cités et Villes, (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 102) et de leurs modifications, sauf, aussi, tant qu'ils sont ou seront incompatibles avec les dispositions de sa nouvelle charte; d'obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes: changer son nom corporatif; maire suppléant; qualités pour être électeur; quorum du conseil; qualités requises pour être maire et échevin; qualification foncière du maire et des échevins; confection des listes électorales et délais pour en appeler; documents accompagnant le bulletin de présentation; date et heure de votation; transaction des affaires par le conseil; avis spécial ou public; juridiction du conseil sur une partie du Lac Memphremagog; recouvrement des amendes; réglementer les salles de danse, les cabarets de nuit et les plages publiques; réglementer la sollicitation et le colportage; mode de perception des taxes; taxes d'affaires, de commerce, locatives; taxes sur tout professionnel, taxes sur les magasins à chaîne; perception du coût de l'eau; privilèges pour redevances municipales ainsi que pour le prix de l'eau et de l'électricité; pavage des rues et coût des conduits souterrains; deni d'actions en répétition de taxes, permis ou licences; enlèvement de la neige sur les trottoirs et dans les rues, et pour autres fins

Magog, 18 février 1936.

Les procureurs de la ville de Magog,

1229-9-4-o

PANNETON & BOISVERT.

Avis est donné par les présentes que Messieurs John Lapierre, de Montréal, J.-A. Corbeil, des Trois-Rivières, Wilbrod Bibault, de Sherbrooke, J.-E. Couture, de Chicoutimi et Wilfrid Godbout, de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, et demanderont d'être constitués en corporation

for judgment; publication of notices for the sale of immovables for taxes; conditions for the redemption of immovables; uses to be attributed to fines; prescription on actions "en répétition de l'indû"; the right to purchase timber cuts, to have timber cut down and to distribute the wood for assistance to the unemployed and to sell the residue thereof, if any, and for other purposes.

Victoriaville, February 11th., 1936.

Attorney and Agent for the Corporation of

982-7-4

Victoriaville.

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for the passing of an Act amending its Charter 3 George V, (1912) Chap. 72 and Amendments in respect of the matters set out in the notice heretofore published herein, and in addition, to authorize the Council to pass by-laws prescribing the minimum frontage of lots on which various kinds of buildings may be built and the allowance of a discount for the prepayment of municipal taxes.

WM. F. MACKLAIER,

992-7-4-o Solicitor for the town of Mount Royal.

Public notice is hereby given that the Town of Magog will make application to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the revision of its charter, for the purposes of: revising and consolidating various statutes constituting or amending the same until now and to repeal certain articles; generally to retain the powers granted by its original charter and its amendments, by altering in certain cases the phraseology thereof; to benefit, save repealing and amending certain articles, by the provisions of the Cities' and Towns' Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 102) and their amendments, save, also, so long as they are or shall be incompatible with the provisions of its new charter; to obtain new powers on the following matters: to change its corporate name; deputy mayor; qualifications to be an elector; quorum of the council; qualifications required to be mayor and alderman; the property qualification of the mayor and aldermen; compiling of the electoral lists and delays for revising the same; documents accompanying the bulletin of presentation; date and hour of voting; transaction of affairs by the council; special or public notices; jurisdiction of the council over a part of Lake Memphremagog; collection of fines; regulating of dance halls, night clubs and public beaches; regulations for soliciting and peddling; method of collecting taxes; business, commercial and tenants' tax; taxes on all professional men, taxes on chain stores; collection of water tax; privileges for municipal taxes as well as for the cost of water and electricity; paving of Streets and cost of underground conduits; refusal of actions in recovery of taxes, permits or licenses; removal of snow from sidewalks and in Streets, and for other purposes.

Magog, February 18, 1936.

PANNETON & BOISVERT,

1230-9-4

Attorneys for the Town of Magog.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, by Messrs. John Lapierre, of Montreal, J.-A. Corbeil, of Three Rivers, Wilbrod Bibault, of Sherbrooke, J. E. Couture, of Chicoutimi, and Wilfrid Godbout, of Quebec, to be constituted a corporation under

sous le nom de "L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec" avec les pouvoirs d'exiger que chaque maréchal-ferrant fasse partie de l'association, soit astreint aux règlements édictés par cette loi et par l'association, et que tout nouveau maréchal-ferrant, après l'adoption de cette loi, soit tenu de faire trois années d'apprentissage, de suivre des cours de maréchalerie et de passer des examens.

Les procureurs des pétitionnaires,
GALPEAULT & GALPEAULT,

1233-9-4-o

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, par Elphège Marier et son épouse, pour l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Mariette et Jeannine Limoges et pour autres fins.

Montréal, 3 mars 1936.

Le procureur des requérants,
ALPHONSE DECARY.

1251-10-4-o

Avis public est par les présentes donné que The Sterling Fire Insurance Company, corporation légalement constituée, requerra auprès de la Législature de la Province de Québec, au cours de sa prochaine session, certains amendements à sa charte concernant spécialement les matières suivantes: (a) modifier son nom corporatif, (b) étendre et définir plus clairement ses pouvoirs, (c) changer la valeur au pair des actions constituant son capital, (d) le placement de ses fonds et valeurs, (e) la modification du pouvoir de se fusionner avec d'autres compagnies d'assurances, (f) les règlements la régissant, et aussi pour autres fins.

Québec, 25 février 1936.

Les procureurs du Requéant,
DEMERS & DESJARDINS.

1253-9-4-o

Avis est par les présentes, donné que MM. Gabriel Vallerand, architecte, Adjutor Perreault, gérant, Jean Saucier, gérant, Célestin Simard, contracteur, Gustave Vallerand, employé civil, Thomas Maher, ingénieur-forestier, Maida Arthur, fille majeure, Gazoli Martin, gérant et J. Gérald Coote, avocat, tous de la cité de Québec et d'ailleurs, et possédant des propriétés au lac Saint-Joseph, dans les limites de la municipalité de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, présenteront une pétition à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, demandant qu'une loi soit passée, dans le but de séparer de la paroisse de Sainte-Catherine, Seigneurie de Fossambault, comté de Portneuf, une partie du territoire connue comme une place de villégiature sous le nom de Lac Saint-Joseph, faisant partie du cadastre officiel de Sainte-Catherine, seigneurie de Fossambault, comté de Portneuf, et comprenant tous les lots complets riverains au lac Saint-Joseph lui-même et portant les numéros 694, 860, 750 à 754, comprenant de plus les propriétés de MM. J.J. White et J. Gérald Coote, sur les lots numéros 691, 692, 693 des rangs Saint-Joseph nord-est et Saint-Joseph nord-ouest; les lots 662 et 759 du X rang, le lot 758 du IX rang; et partie du lot 757 du XI rang; le lac lui-même, son lit et ses îlots, qu'on est convenu d'appeler le Grand Lac Saint-Joseph, jusqu'à une ligne ralliant la ligne de séparation entre les lots 690 et 691 et la ligne de séparation entre les lots 750 et 751. De plus, le lac et son lit adjoignant aux lots 750, 751, 752, 753 et 754 jusqu'à une ligne imaginaire médiane et constituant le dit territoire en municipalité de ville, sous le nom de Ville du Lac Saint-Joseph, selon la Loi des Cités et Villes; et une municipa-

the name and style of "L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec", with the right to require that each farrier be a member of the association, and be subject to the rules contained in this bill and passed by the association, and that each new farrier, after the sanction of this law, be compelled to serve a three years' apprenticeship, to follow studies on farriery and be submitted to examinations on said subject before entering this trade.

GALPEAULT & GALPEAULT,
Attorneys for the Petitioners.

1234-9-4-o

Notice is given that application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, by Elphege Marier and his wife, for the adoption of an Act respecting the adoption of Mariette and Jeannine Limoges and for other purposes.

Montreal, March 3rd., 1936.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

1252-10-4-o

Public notice is hereby given that The Sterling Fire Insurance Company, a legally incorporated body, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter respecting especially the following matters: (a) modifying its corporate name, (b) extending and better defining its powers, (c) changing the par value of the shares of its capital stock, (d) the placing of its funds and investments, (e) modifying its fusion powers with other Insurance Companies, (f) its regulations in general, and also for other purposes.

Quebec, February 25th, 1936.

DEMERS & DESJARDINS,
Attorneys for petitioner.

1254-9-4-o

Public notice is hereby given that Messrs. Gabriel Vallerand, architect, Adjutor Perreault, manager, Jean Saucier, manager, Célestin Simard, contractor, Gustave Vallerand, civil employee, Thomas Maher, Forest-Engineer, Maida Arthur, spinster, of the full age of majority, Gazoli Martin, manager and J. Gerald Coote, barrister, all residing in the city of Quebec and elsewhere, and owners of properties at Lake Saint Joseph, within the limits of the Municipality of Sainte Catherine, county of Portneuf, will apply at the next Session of the Quebec Legislature to ask the granting of a law for the purpose of separating from the Municipality of Sainte Catherine, Fossambault Seignior, county of Portneuf, the territory known as a summer resort under the name of Lake Saint Joseph, forming part of the official cadastre of Sainte Catherine, Fossambault Seignior, county of Portneuf, and comprising all lots bordering Lake Saint Joseph itself and bearing cadastral numbers 694, 860, 750 to 754 inclusively including properties owned by Messrs. J. J. White and J. Gerald Coote located on lots 691, 692, 693 of range North-East Saint Joseph and range North-West Saint Joseph; the lots numbers 662 and 759 of range X; lot 758 of range IX and part of lot 757 of range XI; the lake itself and its bed, including islands, ordinarily designated under the name of Grand Lac Saint Joseph, to a line running from the line of separation between lots 690 and 691 to the line of separation between the lots 750 and 751; the lake itself and its bed adjoining to lots 750, 751, 752, 753 and 754 to an imaginary and median line, and to establish same in a town corporation under the name of Town of Lake Saint Joseph, according to the

lité scolaire distincte; le tout selon la Loi de l'Instruction Publique, sous le nom de municipalité scolaire de la Ville du Lac Saint-Joseph.

Les avocats,
COOTE, DUSSAULT & AUGER,
Québec, ce 26 février 1936. 1263-9-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie, ayant son bureau principal en les cité et district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant que les contrats d'assurance émis par la dite compagnie sur des risques dans la Province de Québec, sous le système mutuel, sont régis par la Loi des Assurances de Québec (S. R. Q. 1925, ch. 243), et particulièrement, par ses dispositions concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelles contre le feu, section XIX.

Saint-Hyacinthe, le 27 février 1936.
Le procureur de la requérante,
1331-10-4-o VICTOR CHABOT.

Avis est par les présentes donné par "Desjardins, Limitée", Corporation légale, ayant sa place d'affaire à Saint-André, comté de Kamouraska, qu'elle fera une demande à la Législature de Québec, à sa prochaine session, à l'effet de passer une loi spéciale pour autoriser la Cité de Rivière-du-Loup, les Commissaires d'écoles de la cité de Rivière-du-Loup ou les Syndics de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, suivant le cas, à fixer un maximum d'évaluation de \$10,000.00 pendant 30 ans sur tous les biens que la Corporation requérante pourra posséder dans les limites de la Cité de Rivière-du-Loup.

Rivière-du-Loup, 2 mars 1936.
Le procureur de la requérante,
1333-10-4-o ALEX. MICHAUD.

Avis public est par les présentes donné que "Beauharnois Light, Heat & Power Company" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendement la Loi incorporant la Compagnie 2 Ed. VII, Chap. 72, telle qu'amendée par les lois 1 Geo. V, (1910), Chap. 77, 18 Geo. V, (1928), Chap. 113, 20 Geo. V (1930), Chap. 116 et 22 Geo. V (1931-32) Chap. 127, en retranchant l'article 12 de la dite Loi et en le remplaçant par le suivant:

"12. La compagnie pourra fournir, vendre et distribuer de la lumière, de la chaleur et de la force motrice, partout dans un rayon de soixante milles de la ville de Beauharnois".

Montréal, 2 mars 1936.
Les procureurs des requérants,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
1357-10-4-o

Avis est par les présentes donné que Les Commissaires d'Ecoles pour la Côte Notre-Dame de Liesse, dans le comté de Jacques-Cartier, District de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi à l'effet que toutes distributions de la taxe scolaire sur les immeubles de la liste neutre telles que faites antérieurement par la Municipalité de la Paroisse de Saint-Laurent, soient confirmées, ratifiées et validées; à ce que l'obligation imposée par le deuxième paragraphe de l'article 1 de la loi George V, chap. 60 aux Commissaires d'Ecoles pour la Côte Notre-Dame

provisions of Towns and Cities Act and a separate School Municipality; the whole according to Public Instruction Act under the name of School Municipality of Town of Lake Saint Joseph.

COOTE, DUSSAULT & AUGER,
Barristers,
Quebec, February 26, 1936. 1264-9-4-o

Public notice is hereby given that Commerce Mutual Fire Insurance Company, having its head office in the city and district of Saint Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law stating the insurance contracts underwritten by the said company on risks in the Province of Quebec, under the mutual system, are governed by the Quebec Insurance Act (Q. R. S. 1925, ch. 243) and particularly by its dispositions regarding the Mutual Insurance Companies against fire, Sec. XIX.

Saint Hyacinthe, February 27th., 1936.
VICTOR CHABOT,
Attorney for the petitioner.
1332-10-4-o

Notice is hereby given by "Desjardins, Limited", a body politic and corporate, having its principal place of business at Saint André, County of Kamouraska, that it will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, to authorize the City of Rivière du Loup, the School Commissioners of the City of Rivière du Loup, or the Trustees of the dissentient School Corporation of Fraserville, as the case may be, to fix a maximum valuation of \$10,000.00 for 30 years on all the property which the applicant Corporation may possess within the limits of the City of Rivière du Loup.

Rivière du Loup, March 2nd., 1936.
ALEX. MICHAUD,
Attorney for the applicant.
1334-10-4

Public notice is hereby given that the "Beauharnois Light, Heat & Power Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend the Act of incorporation of the Company 2 Ed. VII, Chap. 72, as amended by the Acts 1 Geo. V (1910), Chap. 77, 18 Geo. V (1928), Chap. 113, 20 Geo. V (1930), Chap. 116 and 22 Geo. V (1931-32) Chap. 127, by striking out Article 12 thereof and replacing it by the following:

"12. The Company may supply, sell and distribute light, heat and power in any direction within a radius of sixty miles from the town of Beauharnois."

Montreal, 2nd March, 1936.
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicants.
1358-10-4-o

Notice is hereby given that the School Commissioners of the Côte Notre Dame de Liesse, in the County of Jacques Cartier, District of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an Act enacting that all distributions of the school tax on the immoveables of the neutral panel, as made previously by the municipality of the parish of Saint Laurent, be confirmed, ratified and validated in order that the obligation imposed by the second paragraph of Article I of Act 20, George V, Chapter 60, to the School Commissioners for the Côte Notre Dame de Liesse for the reimbursement of

de Liesse pour le remboursement de certaines proportions de la taxe neutre aux corporations qui l'ont payée ne soit pas appliquée ni pour le passé ni pour l'avenir.

Le procureur des pétitionnaires,
1359-10-4-o PAUL DALMÉ.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que les héritiers et bénéficiaires de la succession de feu James McCreedy, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale aux fins de corriger les inégalités dans les allocations payées aux héritiers, de faire faire lesdits paiements payables de la date de naissance et d'accroître l'allocation aux héritiers et bénéficiaires à compter du 1er janvier 1936 et toute telle autre mesure remédiate qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, 21 février 1936.
Les procureurs des héritiers et bénéficiaires
de la succession de feu James McCreedy,
1363-10-4 COONAN & PLIMSOLL.

certain apportionments of the neutral tax to the corporations from which it was collected be not applied, either for the past or for the future.

PAUL DALMÉ,
1360-10-4-o Attorney for the petitioner.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that the Heirs and Beneficiaries of the Estate of the late James McCreedy, of the City and District of Montreal, will apply at the next Session of the Quebec Legislature for a Special Act to rectify the inequalities in the allowances paid to the heirs, to have the said payments made payable from date of birth, and to increase the allowance to the heirs and beneficiaries as and from the first January, 1936, and such other relief as it may please the Legislature to grant.

Montreal, February 21, 1936.
COONAN & PLIMSOLL,
Attorneys for the Heirs and Beneficiaries of the
Estate of the late James McCreedy.
1364-10-4-o

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A-138897. Dame Cécile Leveillé, épouse commune en biens de Jules Ninclaus, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre Jules Ninclaus, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis est par les présentes donné que la demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur, le seize juillet mil neuf cent trente-cinq.

Montréal, le 16 juillet 1935.
Le procureur de la demanderesse,
1361-o AUGUSTE MATHIEU.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-138897. Dame Cécile Leveillé, wife common as to property of Jules Ninclaus, of the City and district of Montreal, plaintiff; against Jules Ninclaus, of the city and district of Montreal, defendant.

Notice is hereby given that the plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant, on July sixteenth one thousand nine hundred and thirty five.

Montreal, July 16, 1935.
AUGUSTE MATHIEU,
1362 Attorney for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 26 février 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 27 février 1936.

Concernant la Loi des véhicules automobiles.

595

L'honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 26 février, (1936), expose

Que sous le sous-paragraphe b du paragraphe 1 de l'article 68 de la Loi des véhicules automobiles, S. R. Q., (1925), chapitre 35, le Lieutenant-Gouverneur peut modifier le maximum de pesant, y compris la charge et le maximum de vitesse des autobus et des véhicules de commerce et de livraison, lorsqu'ils sont en usage sur tous les chemins publics ou sur certains d'entre eux, et dans toutes les localités ou dans certaines d'entre elles;

C'est pourquoi l'honorable Trésorier recommande:

Que nonobstant le paragraphe 3 de l'article 40 de la Loi des véhicules automobiles, chapitre

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated February 26, 1936, approved by the Lieutenant-Governor the February 27, 1936.

Concerning the Motor Vehicle Act, R. S. Q., (1925) Chapter 35.

595

The Honourable the Treasurer of the Province, in a *memo* dated the 26th of February (1936), sets forth:

That under paragraph b of subsection 1 of section 68 of the Motor Vehicle Act, R. S. Q., (1925) Chapter 35, the Lieutenant-Governor may alter the maximum weight, load included, and the maximum speed of autobuses, commercial vehicles and delivery cars, when used on all or certain public highways and in all or certain localities;

Wherefore, the Honourable the Treasurer of the Province recommends:

That notwithstanding sub-section 3 of section 40 of the Motor Vehicle Act, Chapter 35, the

35, le poids total maximum permis pour les autobus mis en circulation sur les chemins publics de la province, soit de 22,000 livres, pourvu toutefois, que le poids sur une seule roue ne dépasse pas 500 livres par pouce, en largeur, de son pneu, et que le poids sur un seul essieu ne dépasse pas 15,000 livres;

Que le poids total maximum permis pour les autobus mis en circulation sur les chemins publics Nos 2, 7 et 17, de Montréal à la frontière de la province d'Ontario et à celle des Etats-Unis, soit de 25,000, pourvu toutefois:

1. Que l'empattement ne soit pas moindre que 250 pouces;

2. Que le poids total maximum sur une seule roue ne dépasse pas 500 livres par pouce en largeur de son pneu;

3. Que le poids sur l'essieu d'arrière n'excède pas 15,000 livres;

4. Que les roues d'avant soient munies de pneus spéciaux de manière à ce que le poids par pouce en largeur des pneus sur ces roues ne dépasse pas 500 livres.

Que l'Arrêté en Conseil No 860, du 21 avril 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 avril 1934, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 28 avril 1934, et l'Arrêté en Conseil No 435, du 12 février 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 14 février 1936, soient tous deux révoqués.

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

1319-o

maximum total weight allowed for autobuses operated on the public highways of the Province shall be 22,000 pounds, provided, however, that the weight on any one wheel does not exceed five hundred pounds per inch width of its tire and that the weight on any one axle be not in excess of 15,000 pounds;

That the maximum total weight for autobuses operated on public highways Nos. 2, 7 and 14, from Montreal to the boundary line of Ontario and of the United States, shall be 25,000 pounds, provided however;

1. That the wheelbase be not less than 250 inches;

2. That the total maximum weight for any one wheel does not exceed 500 pounds per inch width of tires;

3. That the weight on the rear axle be not in excess of 15,000 pounds;

4. That the front wheels be fitted with special tires, so that the weight per inch width on these tires be not in excess of 500 pounds.

That Order in Council No. 860, dated April 21st., 1934, approved by the Lieutenant-Governor on the 24th of April, 1934, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 28th of April 1934, and Order in Council No. 435, dated the 12th of February 1936, approved by the Lieutenant-Governor on the 14th of February 1936, be both revoked.

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

1320-o

Soumissions

LA CITÉ DE SOREL

Avis public est par le présent donné que des soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures du soir, samedi, le 28 mars 1936, pour l'achat d'une émission d'obligations de la cité de Sorel, au montant de \$25,000.00 à 4 1/4 % d'intérêt, datées du 1er mars 1936.

Intérêts payables semi-annuellement, les 1ers septembre et mars; capital remboursable en séries du 1er mars 1937 au 1er mars 1966;

Un prix devra être fait: 1. Pour les dites obligations rachetables en dix ans; 2. Pour les dites obligations rachetables en vingt ans; 3. Pour les dites obligations rachetables en trente ans.

Capital et intérêts payables à la banque Canadienne Nationale, Montréal ou Sorel. Les obligations pourront être enregistrées.

Objet de l'emprunt: Secours directs.

Un chèque accepté au montant de 1% du montant de l'emprunt devra accompagner ces soumissions.

L'intérêt couru sur les obligations devra être ajouté au prix offert lors de la livraison.

Le conseil de ville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ces soumissions seront ouvertes à la séance du conseil municipal de la cité de Sorel qui sera tenue en l'hôtel de ville, le 28 mars 1936, à huit heures P. M.

Donné à Sorel, ce 2 mars 1936.

Le greffier de la cité,

A.-O. CARTIER.

1355-o

Tenders

CITY OF SOREL

Public notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned up to eight o'clock P. M. Saturday, March 28th, 1936, for the purchase of \$25,000.00 City of Sorel 4 1/4 % bonds, dated March 1st, 1936.

Interests payable semi-annually, 1st of September and March; capital redeemable serially from the 1st of March 1937 to the 1st of March 1966. Bonds registerable as to principal.

A special price should be made: 1. For the said bonds redeemable in ten years; 2. For the said bonds redeemable in twenty years; 3. For the said bonds redeemable in thirty years.

Capital and interests payable at La Banque Canadienne Nationale, Montreal or Sorel.

Purpose: Direct relief.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the issue.

The interest accrued on the bonds must be added to the price offered at the time of delivery.

The City Council reserves the right to accept neither the highest nor any of the tenders.

The tenders will be open at a meeting of the municipal board to be held, at the City-Hall, at eight o'clock P. M. the 28th. day of March, 1936.

Given at Sorel, this 2nd day of March, 1936.

A. O. CARTIER,

City Clerk.

1356-o

Ventes pour taxes municipales—Sales for municipal taxes

Province de Québec, Comté de Lévis.

Province of Quebec—County of Levis.

VILLE DE LAUZON

TOWN OF LAUZON

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Lévis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P. Q., JEUDI, le DEUXIEME jour d'AVRIL 1936, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du trésorier de la Ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Lauzon, P. Q.

Public notice is hereby given by the undersigned, Levis Bourassa, secretary of the aforesaid Town, that the hereinbelow designated properties shall be sold at public auction at the Council Room, in the City Hall, Town of Lauzon, county of Levis, P. Q., on THURSDAY, the SECOND day of APRIL, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal taxes and interest mentioned hereinbelow, and costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the Treasurer of the Town of Lauzon, at the City Hall, in the Town of Lauzon, P. Q.

Propriétaires Proprietors	Cadastres Cadastral No.	Subdivision	Montant dû Amount due
Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon. The following lots are from the official cadastre for the east part of the incorporated village of Lauzon.			
1.—Guay, Alfred	100		\$ 511.50
2.—Ruel, Dame R. Carrier	164		485.60
Le lot suivant relève du cadastre officiel pour le village de Saint-Joseph de Lévis. The following lot is from the official cadastre for the village of Saint Joseph de Levis.			
3.—Brulotte, Dame Georges	101	Partie-Part	\$ 428.83

Donné en la Ville de Lauzon, ce 28ième jour de février, 1936.

Given in the Town of Lauzon, this 28th day of February, 1936.

1323—10-2 Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

1324—10-2 LEVIS BOURASSA,
Secretary.

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LÉVIS

CITY OF LEVIS

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Lionel Lemieux, greffier de la Cité de Lévis, que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville, en la Cité de Lévis, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de MARS mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, ainsi que des frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned Lionel Lemieux, Clerk of the City of Levis, that the hereinafter described properties will be sold at public auction, at the office of the Council, at the City Hall, in the City of Levis, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interest, as well as the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

Propriétaire Proprietor	Nos du cadastre Cadastral Nos.	Taxes municipales et intérêts Municipal taxes and interest	Taxes scolaires et intérêts School taxes and interest	Total
1.—Couture, Maria Dame-Mrs, épouse de-wife of Alfred Noreau	Les lots numéros quatre cent vingt-cinq (425) et quatre cent vingt-cinq-A (425-A) du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent de la Ville, maintenant Cité de Lévis, sujets aux droits que la Cité de Lévis peut avoir au sujet de la citerne. Lots numbers four hundred and twenty five (425) and four hundred and twenty five-A (425-A) of the official cadastre of Saint Laurent Ward of the Town, now the City of Lévis, subject to the rights which the City of Lévis may have with regard to the cistern.	\$ 196.24	\$ 64.43	\$ 260.67
2.—Couture, Maria Dame-Mrs épouse de-wife of Alfred Noreau	Les lots numéros quatre cent vingt-six (426) et quatre cent vingt-sept (427) du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent de la Ville, maintenant Cité de Lévis, sujets aux droits que la Cité de Lévis peut avoir au sujet de la citerne. Lots numbers four hundred and twenty six (426) and four hundred and twenty seven (427) of the official cadastre of Saint Laurent Ward of the Town, now the City of Lévis, subject to the rights which the City of Lévis may have with regard to the cistern.	8.21	0.70	8.91

Propriétaire — Proprietor	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Taxes mu- nicipales et intérêts — Municipal taxes and interest	Taxes sco- laires et intérêts — School taxes and interest	Total
3.—Couture Maria Dame-Mrs, épouse de-wife of Alfred Noreau du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent de la Ville, maintenant Cité de Lévis, sujets aux droits que la Cité de Lévis peut avoir au sujet de la citerne. Lot number four hundred and thirty (430) of the official cadastre of Saint Laurent Ward of the Town, now the City of Lévis, subject to the rights which the City of Lévis may have with regard to the cistern.	Lot numéro quatre cent trente (430)	7.69	0.70	8.39
4.—Couture, Maria Dame-Mrs, épouse de-wife of Alfred Noreau & Succ. Est. Louis Couture. Lot number four hundred and thirty two (432) of the official cadastre of Saint Laurent Ward of the Town, now the City of Lévis, subject to the rights which the City of Lévis may have with regard to the cistern.	Lot numéro quatre cent trente-deux (432)	6.16	0.56	6.72
5.—Couture, Maria Dame-Mrs, épouse de-wife of Alfred Noreau & Succ. Est. Louis Couture. Lot number four hundred and thirty two-A (432-A) of the cadastre du quartier Saint-Laurent de la Ville, maintenant Cité de Lévis, sujets aux droits que la Cité de Lévis peut avoir au sujet de la citerne. Lot number four hundred and thirty two-A (432-A) of the cadastre for Saint Laurent Ward of the Town, now City of Lévis, subject to the rights which the City of Lévis may have with regard to the Cistern.	Lot numéro quatre cent trente-deux-A (432-A)	6.57	0.56	7.13
6.—Côté, Lucienne Dame-Mrs, épouse de-wife of L.-A. Perreault. Lot number three hundred and thirty four (334) of the official cadastre pour le quartier Lauzon de la Ville maintenant Cité de Lévis. Lot number three hundred and thirty four (334) of the official cadastre for Lauzon Ward of the Town, now the City of Lévis.	Lot numéro trois cent trente-quatre (334)	815.11	114.60	929.71
7.—Dion, Eugène sur le côté nord de la rue Saint-Louis, à Lévis, contenant environ trente neuf pieds anglais de front, sur la dite rue, compris entre la dite rue Saint-Louis, vers le sud, la propriété d'Odilon Oteau, vers l'ouest, la propriété Beaudoin & Frère, vers le nord et vers l'est et aussi vers l'est à la propriété de Marius et Antonio Lemieux, connu comme faisant partie des lots numéros six cent vingt-cinq-A, six cent vingt-six, et six cent vingt-quatre (635-A, 626, 624 parties) du cadastre officiel pour le quar- tier Notre-Dame de la Ville, maintenant Cité de Lévis— avec les bâ- tisses sus-érigées, circonstances et dépendances et tel que mentionné dans l'acte de vente par licitation par Dame Émile Bourget <i>et al.</i> , à Eugène Dion, passé le 1er octobre 1927, devant Mtre J. Antoine Audet, N.P. et enregistré à Lévis sous le No 68,841, le 3 octobre 1927. A certain immovable situate at Lévis, on the North side of Saint Louis Street, at Lévis, containing about thirty nine feet, English measu- rement in front, on the said Street, comprised between the said Saint Louis Street, towards the South, the property of Odilon Oteau, towards the West the property of Beaudoin & Frère, towards the North and towards the East; and also towards the East by the property of Marius and Antonio Lemieux, known as forming part of lots numbers six hun- dred and twenty five-A, six hundred and twenty six, and six hundred and twenty four (Pts. 625-A, 626, 624) of the official cadastre for Notre Dame Ward of the Town, now City of Lévis— with the buildings there- on erected, circumstances and dependencies, and as mentioned in the deed of sale by Licitation by Dame Émile Bourget <i>et al.</i> , to Eugène Dion, passed the 1st of October 1927, before Mtre J. Antoine Audet, N.P., and registered at Lévis under No. 68,841, on October 3, 1927.	Un certain immeuble situé à Lévis,	692.94	53.87	746.81
8.—Dion, Eugène Lot number twelve hundred and sixty seven-eight (1267-8) of the official cadastre pour le quartier Notre-Dame de la Ville, maintenant Cité de Lévis. Lot number twelve hundred and sixty seven-eight (1267-8) of the official cadastre for Notre Dame Ward of the Town, now the City of Lévis.	Lot numéro douze cent soixante-sept-huit (1267-8)	569.37	34.56	603.93
9.—Dion, Eugène Lot number twelve hundred and sixty seven-nine (1267-9) of the official cadastre pour le quartier Notre-Dame de la Ville, maintenant Cité de Lévis. Lot number twelve hundred and sixty seven-nine (1267-9) of the official cadastre for Notre Dame Ward of the Town now, the City of Lévis.	Lot numéro douze cent soixante-sept-neuf (1267-9)	10.77	1.64	12.41
10.—Pouliot, Marie-Elizabeth, Delle- Miss. Lot number seven hundred and twenty eight (728) of the official cadastre pour le quartier Notre-Dame de la Ville, main- tenant Cité de Lévis. Lot number seven hundred and twenty eight (728) of the official cadastre for Notre Dame Ward of the Town, now the City of Lévis.	Lot numéro sept cent vingt-huit (728)	1,168.36	100.19	1,268.55
11.—Pouliot, Marie-Elizabeth, Delle- Miss. Lot number seven hundred and twenty nine (729) of the official cadastre pour le quartier Notre-Dame de la ville, main- tenant Cité de Lévis. Lot number seven hundred and twenty nine (729) of the official cadastre for Notre Dame Ward of the Town, now the City of Lévis.	Lot numéro sept cent vingt-neuf (729)	45.78	9.20	54.98
12.—Tardif, Philémon Lot number twelve hundred and sixteen (1216) of the official ca- dastre pour le quartier Notre-Dame de la Ville, maintenant Cité de Lévis. Lot number twelve hundred and sixteen (1216) of the official ca- dastre for Notre Dame Ward of the Town, now the city of Lévis.	Lot numéro douze cent seize (1216)	318.54	41.02	362.56

Le tout avec les bâties ou parties de bâties qui peuvent se trouver sur les dits lots, en la dite Cité de Lévis.

Donné en la Cité de Lévis, ce cinquième jour de mars mil neuf cent trente-six.

Le greffier de la Cité de Lévis,
1339—10-2-0 LIONEL LEMIEUX.

The whole with the buildings or parts of buildings which may be found on the said lots, in the said City of Lévis.

Given in the City of Lévis, this fifth day of March, one thousand nine hundred and thirty six.

LIONEL LEMIEUX,
1340—10-2 Clerk of the City of Lévis.

Bureau-chef

CAVALRY CLUB

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Cavalry Club", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le cinquième jour de février 1936, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau-chef en la dite cité de Montréal, en la Chambre No 1701, Edifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son bureau-chef, en la cité de Montréal.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce vingt-cinquième jour de février 1936.

Le secrétaire,
1365 C.-T. BALLANTYNE.

Chief Office

CAVALRY CLUB

Notice is hereby given that the Cavalry Club, incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec upon the 5th day of February 1936, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office in the said City of Montreal, at Room No 1701, Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Corporation as being the head office of the Corporation in the City of Montreal.

Dated at the City of Montreal, Quebec, this 25th day of February, 1936.

C. T. BALLANTYNE,
1366-o Secretary.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Strathmoor Securities Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 avril 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du 29 février 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1353-o Sous-secrétaire de la Province.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Strathmoor Securities Company", incorporated by letters patent dated the 20th April 1925.

Notice is also given that from and after the 29th day of February 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March 1936.

ALEX. DESMEULES,
1354 Assistant Provincial Secretary.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par la compagnie dite "Kaplan-Kaback, Incorporated" le priant de lui permettre d'abandonner sa Charte, à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 25 février 1936.

Les procureurs de la "KAPLAN-KABACK,
INCORPORATED",
1367 MENDELL & BROWNSTEIN.

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor in Council by "Kaplan-Kaback, Incorporated" praying that permission be granted to surrender its charter from and after the date which the Lieutenant-Governor may be pleased to determine.

Montreal, February 25th., 1936.

MENDELL & BROWNSTEIN,
Attorneys for KAPLAN-KABACK, INCORPORATED.
1368-o

ERRATUM

Aux pages 577 et 578 de la *Gazette officielle de Québec*, du 1er février 1936, RE: Corner's Grocery, Incorporated—L'Épicerie du Coin, Incorporée", lisez: Corner Grocery, Incorporated—L'Épicerie du Coin, Incorporée", au lieu de "Corner's Grocery, Incorporated—L'Épicerie du Coin, Incorporée".
1321-o

ERRATUM

On pages 577 and 578 in the *Quebec Official Gazette*, of February 1, 1936, RE: Corner's Grocery, Incorporated—L'Épicerie du Coin, Incorporée", read: Corner Grocery, Incorporated—L'Épicerie du Coin, Incorporée" instead of "Corner's Grocery, Incorporated—L'Épicerie du Coin, Incorporée".
1322

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, "En Faillite", No 89. Dans l'affaire de J.-Arthur-Léo Papineau, débiteur, et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrateur de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 31^{ème} jour de février 1936, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, JEUDI, le DOUZIEME jour de MARS 1936, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné.

DÉSIGNATION

Un emplacement connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-treize de la subdivision du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-473) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale dudit immeuble sera requis de chaque adjudicataire, en argent ou par chèque accepté à l'ordre du syndic.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, de manière à donner à ladite vente l'effet du décret et aux différents paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 concernant la vente par décret contenus au chapitre 11 des Statuts révisés du Canada 1927 et amendements.

Pour cahier des charges et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

10, rue Saint-Jacques-Est,
Montréal.

HA. 0138

793-6-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, division des faillites No 66. Dans l'affaire de "Williams-Holland Motor Services, Limited", débiteur et James Wilson, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement du Régistrateur de la Cour Supérieure des Faillites, District de Montréal, daté le 14 février 1936, la propriété ci-après désignée sera vendue par encan public, au bureau du Shérif, Palais de Justice, Montréal, JEUDI, le DEUXIEME jour d'AVRIL 1936, à DEUX heures de l'après-midi.

"La propriété sise sur le côté est de l'Avenue Melrose, en la Cité de Montréal, consistant en la subdivision trois cent cinquante-cinq et trois cent cinquante-six du lot originaire cent soixante-quatorze (174-355-356) du cadastre officiel de la paroisse de Montréal—avec le garage qui y est érigé portant le numéro 2117 (ancien numéro 239) Avenue Melrose".

Un dépôt de cinq cents dollars (\$500.00) en argent ou chèque certifié sera requis de tout applicant, payable au syndic.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la loi des Faillites et des paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la dite loi concernant la vente

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy", No. 89. In the matter of J. Arthur Leo Papineau, Debtor, and J. Albert Lejour, Trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, dated February 3rd, 1936, there will be sold by Public Auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWELFTH day of MARCH 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated.

DESIGNATION

An emplacement known and designated under number four hundred seventy-three of the subdivision of lot number two thousand six hundred forty-three (2643-473) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

A deposit of 10% of the municipal valuation of the said immovable will be requested from each adjudicator, in cash or by a certified cheque to the order of the trustee.

The said sale will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, so as to give to the sale the effect of a Sheriff's sale and to the paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 concerning the sale of immovable contained in Chapter 11 of the Revised Statutes of Canada 1927 and amendments.

For book of charges and other information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.

10, Saint James Street East,
Montréal.

HA. 0138

794-6-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, In Bankruptcy, No. 66. In the matter of "Williams-Holland Motor Services, Limited", debtor, and James Wilson, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Superior Court "in Bankruptcy", district of Montreal, dated February 14th., 1936, there will be sold by public auction at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the SECOND day of APRIL, 1936, at TWO o'clock in the afternoon, the immovable property hereinafter designated:

"That certain emplacement situate on the East side of Melrose Avenue, in the City of Montreal, more particularly known as subdivisions three hundred and fifty five and three hundred and fifty six of the original lot number one hundred and seventy four (174-355 and 356) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the garage thereon erected bearing civic number 2117 (old number 239) Melrose Avenue".

A deposit of five hundred dollars (\$500.00) either in cash or by certified cheque will be required from each bidder at said sale and shall be paid to the Trustee.

The said sale will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act and of paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 thereof concerning the sale

des immeubles suivant le chapitre 11 de la loi Révisé du Canada en 1927 et de ses amendements, pour donner à la vente l'effet d'une vente par Shérif.

Pour plus d'informations et pour prendre connaissance du cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
JAMES WILSON.

1410 rue Stanley,
Montréal,
La. 3006.

1231-9-2-o

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de la faillite de Henri Valade, notaire, de la cité de Montréal, cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que le PREMIER jour d'AVRIL 1936 (mil neuf cent trente-six) à MIDI, sera vendu par encaissement public, au bureau du shérif pour le district de Montréal, palais de Justice, Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le numéro douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro 50 (50-12) contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, portant le No 11792 de la rue Drapeau.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chapitre II et amendements, et aura l'effet du décret.

Pour conditions de vente et cahier des charges s'adresser au syndic.

Le syndic,
J.-PAUL VERMETTE.

Bureau: 511, Place d'Armes,
Montréal.

1235-9-2-o

Avis divers

LA COMPAGNIE DE SABLE, LIMITÉE

Règlement No 6

Il est par le présent règlement No 6 de La Compagnie de Sable, Limitée ordonné et statué comme suit, savoir:

"Que le nombre des administrateurs de la compagnie qui est fixé à 5 par les lettres patentes de la dite compagnie soit réduit à 3.

Pour copie conforme.

Daté à Québec, ce 21^{ème} jour de février 1936.

Le secrétaire,
1325-o JEAN-PAUL GALIPEAULT.

La formation d'une société sous le nom de "L'Association Catholique des Infirmières Canadiennes", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 22^{ème} jour de février 1936.

Le siège principal de la société est au No 305, Avenue Mont-Royal Est, Montréal.

ALEX. DESMEULES,
1327-o Sous-secrétaire de la Province.

of immoveables contained in Chapter 11 of the Revised Statutes of Canada, 1927 and amendments, so as to give to said sale all the effects of a Sheriff's sale.

For particulars of charges and all other information, apply to the undersigned Trustee.

JAMES WILSON,
Trustee.

1410 Stanley Street,
Montréal,
La. 3006.

1232-9-2-o

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of the estate of Henri Valade, notary, of the city of Montreal, Authorized Assigner.

Notice is hereby given that on the FIRST day of APRIL 1936 (one thousand nine hundred and thirty six) at TWELVE o'clock noon, shall be sold by public auction, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, Court House, Montreal, the following immovable, to wit:

An emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, under number twelve of the official subdivision of original lot number 50 (50-12) measuring twenty five feet in width by seventy-eight feet in depth, English measure, and more or less—with the buildings thereon erected, bearing No. 11792 Drapeau Street.

The said sale shall be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter II and amendments, and shall have the effects of a Sheriff's sale.

For conditions of sale and list of charges apply to the trustee.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

Office: 511 Place d'Armes,
Montreal.

1236-9-2

Miscellaneous Notices

LA COMPAGNIE DE SABLE, LIMITÉE

By-Law No. 6

It is by the present By-law No. 6 of La Compagnie de Sable, Limitée, ordered and enacted as follows, to wit:

That the number of directors of the company which is fixed at 5 by the letters patent of the said company be reduced to 3.

A True copy.

Dated at Quebec, this 21st day of February, 1936.

JEAN-PAUL GALIPEAULT,
1326 Secretary.

The formation of an association under the name of "L'Association Catholique des Infirmières Canadiennes", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council dated the twenty second day of February 1936.

The principal place of business of the association is at No. 305 Mount Royal Avenue East, Montreal.

ALEX. DESMEULES,
1328 Assistant Provincial Secretary.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat National Catholique de l'Amiante d'Asbestos", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 22ième jour de février 1936.

Le siège principal de la société est dans la Municipalité d'Asbestos, comté de Richmond.

ALEX. DESMEULES,
1329-o Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique de l'Amiante d'Asbestos", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council dated the twenty second day of February 1936.

The principal place of business of the association is in the municipality of Asbestos, county of Richmond.

ALEX. DESMEULES,
1330 Assistant Provincial Secretary.

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de L'Islet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Perpétue" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Sainte-Perpétue, comté de l'Islet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J. ANTONIO GRENIER.
Québec, ce 24ème jour de février 1936.
1387-o

Nomination

No 1507. Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de 1 Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 27 février courant (1936), de nommer M. Rosaire Deschamps, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Repentigny-les-Bains, dans le comté de L'Assomption.

1399-o

VENTES PAR LE SHÉRIF BEAUHARNOIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Beauharnois, } MUNI-
No 3765 C.M.B. } CIPALE DE LA
GRAND'ÎLE, demanderesse; vs ARTHUR MELO-
LOCHE, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur.

La jouissance et usufruit et tous les droits, dans les immeubles ci-après désignés, que le défen-

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of L'Islet, under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Perpétue" and that its principal place of business is in the municipality of Sainte-Perpétue, in the county of L'Islet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture, or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, this twenty fourth day of February, 1936. 1388

Appointment

No. 1507. Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of 1 School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated February 27 instant (1936), to appoint Mr. Rosaire Deschamps, School Commissioner for the Municipality of Repentigny-les-Bains, in the county of L'Assomption.

1400

SHERIFF'S SALES BEAUHARNOIS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

Province of Québec, } THE MUNICIPAL CORPORATION OF
District of Beauharnois, }
No. 3765 M.C.B. }
GRAND'ÎLE, plaintiff; vs ARTHUR MELO-
LOCHE, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

The enjoyment and usufruct and all rights, in the immovables hereinafter designated, which

leur possède comme grevé en vertu des titres suivants:

1. Par acte de contrat de mariage reçu le 7 septembre 1899 devant R.-S. Joron, notaire, et enregistré le 24 juin 1901 sous le No 32579, Marcellin Meloche a donné à son fils, Arthur Meloche, avec substitution en faveur des enfants à naître du futur mariage, notamment: les lots de terre connus et désignés sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Cécile, sous les numéros 33 et 34—avec bâtisses dessus construites;

2. Par son testament reçu le 23 novembre 1907 par R.-S. Joron, notaire, et enregistré le 11 mars 1912 sous le No 41565, Marcellin Meloche a donné et légué à son fils, Arthur Meloche, sujet à substitution ci-après créée quant à ces terrains, savoir, notamment: les lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Cécile, sous les numéros 50 et 51—avec les bâtisses dessus construites, à la charge par le dit Arthur Meloche de conserver les dits lots de terre et de les rendre à son décès à celui ou à ceux de ses enfants mâles qu'il choisirait soit par acte entrevifs ou par acte à cause de mort; Ledit Arthur Meloche a conservé tous ses droits dans les lots Nos 33, 34 et 50 ci-dessus décrits et n'a pas disposé des dits lots, mais quant au lot No 51, le dit Arthur Meloche a, par acte de vente devant Henri Baby, Notaire, le 31 mars 1933, et enregistré le 27 avril 1933, sous le No 59519, avec l'assistance de Numa Meloche, *ès-qualité* de curateur à la substitution créée par ledit testament, cédé en faveur de la Beauharnois Light Heat and Power Co., le droit de propriété de deux emplacements faisant partie dudit lot No 51, strictement nécessaires à l'érection de deux tours, et le droit de propriété de quatre emplacements faisant partie du dit lot No 51, strictement nécessaires à l'érection de quatre poteaux, avec trois servitudes. Par acte en date du 18 décembre 1933, sous le No 60064, Arthur Meloche a vendu sa vie durant, en usufruit, à Horace Besner, un terrain formant un triangle et faisant partie du lot de terre No 51, dont la base mesure 25 pieds au chemin public et dont un côté mesure quarante-trois pieds et l'autre cinquante-sept de profondeur, les deux côtés situés entre le chemin public et le fleuve Saint-Laurent, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front par le chemin public, à l'ouest par la propriété de l'acquéreur, à l'est par celle du vendeur—sans bâtisse.

Pour être vendus, en bloc, au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la Cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, MARDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL 1936, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PIERRE REID.
Salaberry de Valleyfield, ce 27 février 1936.

[Première publication, 7 mars, 1936]
1341—10-2-o

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Beauharnois, } LA CORPORATION MUNI-
No 3426 C.M.B. } CIPALE DE LA
GRAND'ILE, demanderesse; vs FORTUNAT
DUPUIS *et al.*, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs.
La jouissance et usufruit et tous les droits dans l'immeuble ci-après désigné, que possèdent les défendeurs comme grevés, en vertu du titre ci-dessous décrit:

the defendant possesses as institute under the following titles:

1. By deed of Marriage contract received the 7th September, 1899, before R. S. Joron, notary, and registered on the 24th of June, 1901, under No. 32579, Marcellin Meloche gave to his son, Arthur Meloche, with substitution in favour of such children as would be born of the future marriage, principally: the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, under numbers 33 and 34—with buildings thereon erected;

2. By his will received the 23rd of November 1907 by R. S. Joron, notary, and registered the 11th March 1912 under No. 41565, Marcellin Meloche gave and willed to his son, Arthur Meloche, subject to substitution hereinafter created with regard to the said lands, to wit, principally: the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, under numbers 50 and 51—with the buildings thereon erected, at the charge by the said Arthur Meloche to retain the said lots of land and to render the same, at his death, to the male child or children whom he may choose either by deed inter-vivos, or by deed in case of death; the said Arthur Meloche has retained all his rights in lots Nos. 33, 34 and 50, hereinabove described and has not disposed of the said lots, but with regard to lot No. 51, the said Arthur Meloche has, by deed of sale before Henri Baby, Notary, the 31st of March 1933, and registered the 27th of April, 1933, under No. 59519, with the assistance of Numa Meloche, *ès-qualité* of curator to the substitution created by the said Will, ceded in favour of the Beauharnois Light Heat and Power Co., the right of ownership of two emplacements forming part of said lot No. 51, strictly necessary for the erection of two towers, and the right of ownership of four emplacements forming part of said lot No. 51, strictly necessary for the erection of four poles, with three servitudes. By deed dated December 18, 1933, under No. 60064, Arthur Meloche sold, during his lifetime, in usufruct, to Horace Besner, a lot of land forming a triangle and forming part of the lot of land No. 51, whereof the base measures 25 feet at the public road and whereof one side measures forty three feet and the other fifty seven in depth, the two sides situate between the public road and the Saint Lawrence river, English measure, more or less, and bounded as follows: in front by the public road, on the West by the property of the purchaser, on the East by that of the vendor—without buildings.

To be sold "*en bloc*" at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, on TUESDAY, the SEVENTH day of APRIL, 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PIERRE REID,
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 27th of February, 1936.

[First publication, March 7th., 1936]
1342—10-2

Superior Court

Province of Québec, }
District of Beauharnois, } THE MUNICIPAL CORPO-
No. 3426 M.C.B. } RATION OF
GRAND'ILE, plaintiff; vs FORTUNAT DU-
PUIS *et al.*, defendants.

Seized as belonging to the said defendants.
The enjoyment and usufruct and all rights in the immovable hereinafter designated, which the defendants possess as institutes, under the hereinafter described title:

Par acte en date du 30 mai 1916 devant Jacques Malouin, notaire, et enregistré le 28 juin 1916, sous le No 45011, Auguste Dupuis a fait donation entrevus à ses deux fils, Fortunat et Zénophile Dupuis, à charge de substitution en faveur de leurs enfants nés et à naître, savoir: tous les droits qu'il a et peut avoir sur un immeuble connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile, sous les numéros quarante et quarante et un.

Pour être vendus au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la Cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, MARDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PIERRE REID,
Salaberry de Valleyfield, ce 27 février 1936.

[Première publication, 7 mars, 1936]
1343—10-2-o

By deed dated the 30th of May 1916 before Jacques Malouin, notary, and registered the 28th of June 1916, under No. 45011, Auguste Dupuis made an intervivos donation to his two sons, Fortunat and Zénophile Dupuis, subject to substitution in favour of their children born and to be born, namely: all the rights which he has and may have on an immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, under numbers forty and forty one.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the City of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, TUESDAY, the SEVENTH day of APRIL 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

PIERRE REID,
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 27th of February 1936.

[First publication, March 7th., 1936]
1344—10-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, JOSEPH BELISLE,
Province de Québec, } demandeurs; vs LES
District de Bedford, } HERITIERS DE FEU
Cour Supérieure, } JOSEPH RACINE,
No 479. } défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

Un emplacement sis et situé au village de Roxton-Falls, District de Bedford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit Village, comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-treize, (273), borné à l'Est par le lot numéro deux cent soixante-quatorze, au sud par le lot numéro deux cent cinquante-deux, à l'ouest par l'autre partie dudit lot numéro deux cent soixante-treize, et au nord par la rue Saint-Nicholas, ledit emplacement ayant environ quarante-quatre pieds de largeur sur la profondeur dudit lot—avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, à Roxton-Falls, dit District, le HUITIEME jour d'AVRIL, 1936, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Qué., ce 3 mars, 1936.

[Première publication, 7 mars, 1936]
1369—10-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, JOSEPH BELISLE,
Province of Quebec, } plaintiff; vs THE
District of Bedford, } HEIRS OF THE LA-
Superior Court, } TE JOSEPH RACINE,
No. 479. } defendants.

As belonging to the defendants:

An emplacement being and situate in the Village of Roxton-Falls, District of Bedford, known and designated on the official plan and book of reference for the said Village, as forming part of lot number two hundred and seventy three (273), bounded on the East by lot number two hundred and seventy four, on the South by lot number two hundred and fifty two, on the West by the other part of said lot number two hundred and seventy three, and on the North by Saint Nicholas Street, said emplacement measuring about forty four feet in width by the depth of said lot—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Roxton, at Roxton-Falls said District, on the EIGHTH day of APRIL, 1936, at TWO o'clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., March 3rd, 1936.

[First publication, March 7th., 1936]
1370—10-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.
Province de Québec, } L. -P. PARISEAU, de-
District de Joliette, } mandeur; vs MA-
No 8375. } GLOIRE LANDRY,
défendeur.

(a) Tous les droits, parts, prétentions et intérêts que le demandeur a acquis par un acte de vente à lui consenti par Josephat Thibodeau, le 26 juin 1935, devant Me J.-A. Brissette, Notaire, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm, sous le No 42561, lesquels consistent dans la moitié indivise d'une terre située dans la paroisse de Sainte-Marie Salomée connue et désignée aux plan et livre de renvoi

Superior Court.
Province of Quebec, } L. P. PARISEAU,
District of Joliette, } plaintiff; vs MA-
No. 8375. } GLOIRE LANDRY,
defendant.

(a) All the rights, shares, presentations and interests which the plaintiff acquired by a deed of sale consented to him by Josephat Thibodeau, on the 26th of June, 1935, before Me. J. A. Brissette, Notary, registered at the Registry office of the county of Montcalm, under No. 42561, which consist of the undivided half of a farm situate in the parish of Sainte Marie Salomée, known and designated on the official cadastral

officiels du cadastre de la dite paroisse, sous les numéros trois cent quatre-vingt-six, trois cent quatre-vingt-sept, trois cent quatre-vingt-huit et trois cent quatre-vingt-neuf (Nos 386, 387, 388 et 389) de forme irrégulière, de la contenance d'environ 117 arpents en superficie, bâtie de maison, grange et dépendances; à distraire de cette terre deux lopins de terre sur les lots de terre numéros trois cent quatre-vingt-huit et trois cent quatre-vingt-neuf (Nos 388 et 389) dont l'un appartenant à L. Brien et l'autre à A. Coderre ou représentants;

(b) Une terre située dans la dite paroisse de Sainte-Marie Salomée faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous le numéro trois cent soixante-neuf (No 369) contenant un arpent de largeur par 30 arpents de profondeur, tenant en front au ruisseau Vacher, en profondeur à A. Dalpé, d'un côté à Dame Blanchard, de l'autre côté à J.-E. Larivière—sans bâtisse.

(c) Un lopin de terre situé dans la dite paroisse connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous le numéro trois cent soixante-treize (No 373) ayant une superficie de six arpents, borné à un bout à Arthur Coderre, à l'autre bout à Laurent Dalpé, d'un côté à la succession Laurin et de l'autre côté à J.-B. Larivière;

(d) Un droit de passage sur partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous le numéro trois cent soixante-douze (No p. 372) pour communiquer de la partie du lot numéro trois cent soixante-neuf (P. No 369) ci-dessus décrite au lot numéro trois cent soixante-treize susdécrit (No 373), tel qu'établi par le titre constitutif de ce droit de passage;

(e) Une terre à bois située dans la dite paroisse faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit cadastre sous le numéro cent vingt-six (No P. 126) de la contenance d'un demi-arpent de largeur sur quinze arpents de profondeur et bornée comme suit: A un bout au ruisseau Saint-George, à l'autre bout à Méd. Contant, d'un côté à Avila Ethier, d'un autre côté à G. Tellier—avec cabane à sucre, évaporateur et accessoires.

Pour être le tout vendu le NEUVIEME jour du mois d'AVRIL 1936 à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie Salomée.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.

Ce 28e jour du mois de février 1936.

[Première publication, 7 mars, 1936]

1345—10-2-o

Cour Supérieure.

Province de Québec } ALBERT DESRO-
District of Joliette, } CHES, demandeur;
No 5460. } OMER TELLIER dit
LAFORTUNE, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de l'Assomption, contenant environ quatre arpents de front sur quarante arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Assomption, comme étant les lots numéros trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf et quarante (Nos 36, 37, 38, 39 et 40); à distraire cependant des dits lots les parties vendues au gouvernement de la Province de Québec, en vertu des actes enregistrés au bureau d'enregistrement de l'Assomption, sous les Nos 35351, 58830 et 58330.

2. Un lot faisant partie du numéro trente-trois

plan and book of reference of the said parish, under numbers three hundred and eighty six, three hundred and eighty seven, three hundred and eighty eight and three hundred and eighty nine (Nos. 386, 387, 388 and 389) of irregular figure, containing about 117 arpents in area—with a house, barn and dependencies thereon erected; to be deducted from this farm, two parcels of land on the lots of land numbers three hundred and eighty eight and three hundred and eighty nine (Nos. 388 and 389) one of which belongs to L. Brien and the other to A. Coderre or representatives;

(b) A farm situate in the said parish of Sainte Marie Salomée, forming part of the lot known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish, under number three hundred and sixty nine (No. 369) measuring one arpent in width by 30 arpents in depth, bounded in front by the Vacher stream, in depth by A. Dalpé, on one side by Dame Blanchard, on the other side by J. E. Larivière—without buildings.

(c) A parcel of land situate in the said parish, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish, under number three hundred and seventy three (No. 373) having an area of six arpents, bounded at one end by Arthur Coderre, at the other end by Laurent Dalpé, on one side by the Estate Laurin and on the other side by J. B. Larivière;

(d) A right of way on part of the lot known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish under number three hundred and seventy two (Pt. No. 372) to communicate from the part of lot number three hundred and sixty nine (Pt. No. 369) hereinabove described to lot number three hundred and seventy three above described, (No. 373), as established by the title creating such right of way;

(e) A wooded lot of land situate in the said parish forming part of the lot known and designated on the said official cadastral plan and book of reference under number one hundred and twenty six (Pt. 126) measuring one half arpent in width by fifteen arpents in depth and bounded as follows: At one end by the Saint George stream, at the other end by Méd. Contant, on one side by Avila Ethier, on the other side by G. Tellier—with a sugar cabin, evaporator and accessories.

The whole to be sold on the NINTH day of the month of APRIL, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Sainte Marie Salomée.

GEORGE DES ROCHES,

Sheriff's Office, Sheriff.

This 28th day of the month of February, 1936.

[First publication, March 7th., 1936]

1346—10-2

Superior Court.

Province of Québec } ALBERT DESRO-
District of Joliette, } CHES, plaintiff;
No. 5460 } vs OMER TELLIER
dit LAFORTUNE, defendant.

1. A farm situate in the parish of l'Assomption, measuring about four arpents in front by forty arpents in depth, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of l'Assomption, as being lots numbers thirty six, thirty seven, thirty eight, thirty nine and forty (Nos. 36, 37, 38, 39 and 40) to be deducted however from said lots the parts sold to the Quebec Provincial Government, under deeds registered at the Registry office of l'Assomption, under Nos. 35351, 58830 and 58330.

2. A lot forming part of number thirty three

(P. 33) du cadastre de la paroisse de l'Assomption, contenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: tenant par un bout au chemin public, par l'autre bout à la rivière l'Assomption, d'un côté à un fossé et de l'autre côté à Omer Lafortune;

3. Un lot de terre situé en la paroisse de l'Assomption, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trente-quatre (P. 34) contenant environ un quart d'arpent en superficie; borné par un bout à la rivière l'Assomption, à l'autre bout au chemin public, des deux côtés au dit Omer Lafortune; à distraire, cependant, des lots plus haut désignés aux paragraphes 2 et 3, tout ce qui a été vendu à la Corporation de la paroisse de l'Assomption, en vertu de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de l'Assomption sous le No 34633.

Pour être le tout vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption, le SEPTIEME jour du mois d'AVRIL 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.
ce 2e jour du mois de mars 1936.

[Première publication, 7 mars 1936]

1383-10-2-o

(Pt. 33) of the cadastre of the parish of l'Assomption, containing all the land comprised within the following boundaries: bounded at one end by the public road, at the other end by the Assomption river, on one side by a ditch and on the other side by Omer Lafortune;

3. A lot of land situate in the parish of l'Assomption, known and designated as being a part of lot number thirty four (Pt. 34) containing about one quarter of an arpent in area, bounded at one end by the Assomption river, at the other end by the public road, on the two sides by the said Omer Lafortune; to be deducted however, from the lots hereinabove designated in paragraphs 2 and 3, all that part thereof which was sold to the Corporation of the parish of l'Assomption, under deed registered at the Registry Office of l'Assomption, under No. 34633.

The whole to be sold at the church door of the parish of l'Assomption, on the SEVENTH day of the month of APRIL 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DES ROCHES,

Sheriff's Office, Sheriff.
This 2nd day of the month of March, 1936.

[First publication, March 7th., 1936]

1384-10-2

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières } ARISTIDE LES-
No 3540. } SARD, deman-
deur; vs J. - PI-
CHETTE, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Didace contenant environ deux arpents de large par vingt arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro cinq cent onze (511) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Didace—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la Mission Saint-Edouard, dans la paroisse de Saint-Didace, le DIX-SEPTIEME jour de MARS 1936, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGES DES ROCHES.
Ce 7e jour de février 1936. 973-9-2-o

[Première publication, le 15 février 1936]

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Trois Rivières, } A R I S T I D E
No. 3540. } L E S S A R D,
plaintiff; vs J. P I-
C H E T T E, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Didace, measuring about two arpents in width by twenty arpents in depth, known and designated under number five hundred and eleven (511) on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Didace—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Mission Saint Edouard, in the parish of Saint Didace, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1936, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DES ROCHES,

Sheriff's Office, Sheriff.
This 7th day of February, 1936. 974-7-2-o

[First publication, February 15th., 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: }
A-138944. } DAME GILBERTE
CHARBONNEAU,
épouse séparée de biens de Adrien Pepin, et ce
dernier pour autoriser son épouse aux fins des
présentes, et al., vs ROGER THEBERGE.

Un emplacement situé à Montréal, rue Chabot, connu et désigné sous le numéro quatre cent dix-neuf de la subdivision du lot numéro cent soixante un (161-419) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison portant les numéros civiques 5237 à 5243 de ladite rue Chabot, et bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$600. sera exigé de tout offrant

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: }
A-138944. } DAME GILBERTE
CHARBONNEAU,
wife separate as to property of Adrien Pepin,
and the latter to authorize his wife for the pur-
poses hereof, et al.; vs ROGER THEBERGE.

An emplacement situate at Montreal, Chabot Street, known and designated under number four hundred and nineteen of the subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-419) of the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy six feet in depth, English measure and more or less—with the house bearing civic numbers 5237 to 5243 of said Chabot Street, and buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$600.00 shall be exacted from each

ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, daté le 7 décembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 février 1936. 963-7-2-o
[Première publication, 15 février, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: **DAME ADELINÉ**
144449. **HOTTE**, veuve de
Joseph Bergeron; vs **AVILA MEUNIER DIT**
LAGACÉ.

Un emplacement ayant front sur la rue Filion en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro Un de la resubdivision du lot numéro Trente de la subdivision officielle du lot numéro Dix-neuf (No 19-30-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, de la contenance de trente pieds de largeur par cent quatre pieds de profondeur, ayant une superficie totale de trois mille cent vingt pieds—avec les bâtisses dessus érigées notamment une maison à deux étages en bois et brique comprenant deux logements portant les numéros civiques 12270 et 12272 de ladite rue Filion.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 février 1936. 965-7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: **BURGON & BALL,**
F-149060. **LIMITED; vs E. K.**
DECATUR, de la cité et du district de Montréal,
et y faisant affaires sous les nom et raison sociale
de "Decatur, Bull and Company".

1. Un emplacement au coin nord-ouest de la rue Vitré-ouest (autrefois rue des Jurés) et de la rue Anderson, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot numéro six cent soixante-quinze (675) au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un emplacement avant front sur la rue Anderson, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot numéro six cent soixante-seize (676) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$2,300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 19 décembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 février 1936. 969-7-2
[Première publication, le 15 février 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: **DAME FRANÇOISE**
No 127456. **MACKAY**, veuve de
Sévère-Godfroi Laviolette, demanderesse; vs
DAME EVELINE LEONARD, épouse séparée
de corps et de biens de Alexandre Villemaire,
maintenant absent, dûment autorisée à ester en
justice, par jugement de la Cour Supérieure, rendu
le 19^{ème} jour de mars 1934, défenderesse.

Un terrain situé sur Maisonneuve, en la cité

and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated December 7, 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montréal, February 11, 1936. 964-7-2
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: **DAME ADELINÉ**
144449. **HOTTE**, widow of
Joseph Bergeron; vs **AVILA MEUNIER DIT**
LAGACÉ.

An emplacement fronting on Filion Street in the city of Montreal, known and designated as being lot number One of the resubdivision of lot number Thirty of the official subdivision of lot number Nineteen (No. 19-30-1) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring thirty feet in width by one hundred and four feet in depth, having a total area of three thousand one hundred and twenty feet—with the buildings thereon erected particularly a two storey wood and brick house containing two dwellings bearing civic numbers 12270 and 12272 in said Filion Street.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montréal, February 11th., 1936. 966-7-2
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: **BURGON & BALL,**
F-149060. **LIMITED; vs E. K.**
DECATUR, of the city and district of Montreal,
therein doing business under the firm name and
style of "Decatur, Bull and Company".

1. An emplacement at the Northwest corner of Vitre Street West (formerly Jurors Street) and Anderson Street, in the city of Montreal, known as lot number six hundred and seventy five (675) on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Anderson Street, in the city of Montreal, known as lot number six hundred and seventy six (676) on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence Ward—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated December 19th., 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montréal, February 11th., 1936. 970-7-2-o
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: **DAME FRANÇOISE**
No. 127456. **MACKAY**, widow of
Sévère Godfroi Laviolette, plaintiff; vs **DAME**
EVELINE LEONARD, wife separate as to bed
and board and property of Alexandre Villemaire,
now absent, duly authorized to ester en justice by
judgment of the Superior Court, rendered on the
19th day of March, 1934, defendant.

A lot of land situate on Maisonneuve Street,

de Montréal, portant le numéro 886 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la dite cité, avec toutes les servitudes actives et passives attachées, et notamment avec droit de vue sur le lot voisin, portant le numéro 870 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Boyer, date du 6 février 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 février 1936. 997-7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **CITÉ DE WEST-MOUNT; vs JOSEPH E. MERRITT.**

Un emplacement de forme irrégulière étant le coin sud-ouest de l'Avenue Claremont et de l'Avenue Chesterfield, en la cité de Westmount, contenant trente-six pieds en largeur, en front; quarante-six pieds cinq pouces en largeur, en arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds à angle droit à l'Avenue Claremont, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, composé: (a) de la plus grande partie de la subdivision seize de la subdivision officielle du lot deux cent sept, contenant vingt-cinq pieds en largeur en front, étant toute la largeur de la dite subdivision, sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds, mesurée à angle droit de la ligne de front ou nord-est de la dite subdivision et bornée, la dite partie, en front, par l'Avenue Claremont, en arrière par une autre partie de la dite subdivision seize, d'une profondeur de onze pieds par toute la largeur d'icelle, la propriété de J. H. Callaghan, du côté nord-ouest par l'Avenue Chesterfield, et du côté sud-est par la partie de la subdivision quinze ci-après décrite;

(b) D'une partie de la subdivision quinze du lot deux cent sept contenant onze pieds de largeur sur quatre-vingt-neuf pieds de profondeur, bornée en front au nord-est par l'Avenue Claremont, en arrière, au sud-ouest par une autre partie de la dite subdivision, propriété de J. H. Callaghan, d'un côté au nord-ouest par la subdivision seize sus-décrite et de l'autre côté au sud-est par le résidu de la dite subdivision quinze—avec l'édifice sus-érigé connu sous le No 74, Avenue Chesterfield, dont le mur de pignon du côté sud-est est mitoyen.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3 mars 1936. 1371-10-2
[Première publication, 7 mars, 1936]

FIERI FACIAS D TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **GEORGES MEUNIER; B-145754. vs HECTOR PAPI-NEAU, HOLLANDO PAPINEAU and LEO PAPINEAU**, ces deux derniers ès-qualité d'exécuteurs testamentaires des biens de feu Odilon Papineau.

Un emplacement situé au village de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval, district de Montréal, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-six

in the city of Montreal, bearing number 886 of the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the said city, with all the active and passive servitudes attached thereto and principally with right of view on the adjoining lot, bearing number 870 of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated February 6, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 12, 1936. 998-7-2
[First publication, February 15th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **CITY OF WESTMOUNT; vs JOSEPH E. MERRITT.**

An emplacement of irregular figure being the southwest corner of Claremont Avenue and Chesterfield Avenue in the City of Westmount, containing thirty-six feet in width in front; forty-six feet, five inches in width in rear, by a depth of eighty-nine feet at right angles to Claremont Avenue, the whole English measure and more or less, composed of: (a) The greater part of subdivision sixteen of official subdivision of lot two hundred and seven, containing twenty-five feet in width in front, being the whole width of said subdivision, by a depth of eighty-nine feet, measuring at a right angle from the front or Northeasterly line of said subdivision and bounded said part in front by Claremont Avenue, in rear by another part of said subdivision sixteen of a depth of eleven feet by the whole width thereof, the property of J. H. Callaghan, on the Northwest side by Chesterfield Avenue, and on the Southeast side by the part of subdivision fifteen described hereafter;

(b) A part of subdivision fifteen of lot two hundred and seven, containing eleven feet width by eighty-nine feet depth, bounded in front to Northeast by Claremont Avenue, in rear to Southwest by another part of said subdivision, property of J. H. Callaghan, on one side to Northwest by subdivision sixteen above described and on the other side to Southeast by remainder of said subdivision fifteen—with building thereon known as 74 Chesterfield Avenue, whereof gable wall on Southeast side is mitoyen.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the NINTH day of APRIL next at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 3rd, 1936. 1372-10-2-o
[First publication, March 7th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **GEORGES MEUNIER; B-145754. vs HECTOR PAPI-NEAU, HOLLANDO PAPINEAU and LEO PAPINEAU**, the two latter in their quality of testamentary executors of the Estate of the late Odilon Papineau.

An emplacement situate in the village of the parish of Saint Vincent de Paul, county of Laval, district of Montreal, known and designated as forming part of lot number two hundred and

(266) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, de forme irrégulière, borné en front par le chemin public, en arrière par Fabien Hogue, ou représentants, d'un côté par J.-T. Pominville ou représentants; et d'autre côté par le résidu dudit lot numéro officiel deux cent soixante-six (266); la ligne de démarcation entre la partie présentement désignée d'avec la partie réservée par les auteurs de Michel Laurent devant être à quinze pieds de la maison en bois, à mesurer devant et derrière de la dite maison en bois, en droite ligne, à la profondeur dudit lot officiel deux cent soixante-six (266)—avec une maison en pierre et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Vincent de Paul, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 mars 1936. 1375—10-2-o
[Première publication, 7 mars, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { JOSEPH PEPIN; vs MA-
B-145823. { THIAS BEAU-
CHAMP.

Un emplacement, situé à Montréal, coin ouest des rues Delorimier et Marie-Anne, mesurant trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé comme suit, savoir:

1. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro soixante-huit de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux, (152-68-1) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation;

2. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro soixante-neuf de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (152-69-1) dudit cadastre;

3. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro soixante-dix de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (152-70-1) dudit cadastre;

4. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro soixante-onze de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (152-71-1) dudit cadastre;

5. Et du lot numéro cinq de la subdivision du lot numéro soixante-onze de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (152-71-5) dudit cadastre;

Avec la maison dessus érigée et avec droit de passage, en commun avec qui de droit, sur le lot numéro six de la subdivision du lot numéro soixante-onze de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (152-71-6) dudit cadastre et sur le lot numéro soixante-quinze A de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (152-75 A) dudit cadastre.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,800. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, daté le 27 février 1936.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 mars 1936. 1375—10-2-o
[Première publication, 7 mars, 1936]

sixty six (266) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Vincent de Paul, of irregular figure, bounded in front by the public road, in rear by Fabien Hogue, or representatives, on one side by J. T. Pominville or representatives; and on the other side by the residue of the said official lot number two hundred and sixty six (266); the divisional line between the part presently designated and the part reserved by the auteurs of Michel Laurent to be at fifteen feet from the wooden house, to be measured in front and in rear of the said wooden house, in a straight line, to the depth of the said official lot two hundred and sixty six (266)—with a stone house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, March 3, 1936. 1374—10-2
[First publication, March 7th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { JOSEPH PEPIN; vs MA-
B-145823. { THIAS BEAU-
CHAMP.

An emplacement, situate at Montreal, West corner of Delorimier and Marie-Anne Streets, measuring thirty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, composed of the following, to wit:

1. Lot number one of the subdivision of lot number sixty eight of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-68-1) of the official plan and book of reference of the Village of Côte de la Visitation;

2. Lot number one of the subdivision of lot number sixty nine of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-69-1) of said cadastre;

3. Lot number one of the subdivision of lot number seventy of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-70-1) of said cadastre;

4. Lot number one of the subdivision of lot number seventy one of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-71-1) of said cadastre;

5. And lot number five of the subdivision of lot number seventy one of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-71-5) of said cadastre;

With the house thereon erected and right of way in common with all others having, a right thereto, on lot number six of the subdivision of lot number seventy one of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-71-6) of said cadastre and on lot number seventy-five A of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-75-A) of said cadastre.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,800. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated February 27, 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, March 3, 1936. 1376—10-2
[First publication, March 7th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **TITLE GUARANTEE**
131788. { **AND TRUST COR-**
PORATION OF CANADA, et al.; vs ANGELO
COLANGELO.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue DeGaspé, dans le quartier Saint-Jean, en la cité de Montréal, mesurant soixante-quinze pieds en largeur par soixante-douze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé des lots numéros mille sept cent deux, mille sept cent trois et mille sept cent quatre, au plan de subdivision officiel du lot numéro dix (10-1702, 1703 et 1704), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec les édifices sus-érigés, y compris celui portant les numéros civiques 6762 à 6772 incl., de la dite rue DeGaspé, et avec le droit de passage, en commun avec tous les autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 25 février 1936.

Le shérif, **OMER LAPIERRE.**
Bureau du shérif, Montréal, le 3 mars 1936. 1377—10-2
[Première publication, 7 mars, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **TITLE GUARANTEE**
131788. { **AND TRUST COR-**
PORATION OF CANADA, et al.; vs ANGELO
COLANGELO.

That certain emplacement fronting on DeGaspé Street, in the Saint John Ward of the City of Montreal, measuring seventy-five feet in width by seventy-two feet in depth, English measure and more or less, and being composed of lots numbers one thousand seven hundred and two, one thousand seven hundred and three and one thousand seven hundred and four, upon official subdivision plan of lot number ten (10-1702, 1703 and 1704), upon the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis—with the buildings thereon erected, including that bearing civic Nos. 6762 to 6772 incl., of the said DeGaspé Street, and with the right of passage in common with all others having rights therein, in the lane in rear of said emplacement.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the NINTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,100.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of Hon. Justice Forest, dated February 25th. 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 3rd, 1936. 1378—10-2-o
[First publication, March 7th., 1936]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { **DAME MARIE-MAR-**
No 32421. { **GUERITE-EUGENIE**
BOISSONNEAULT-FALARDEAU, veuve de Alfred Falardeau, de Québec; contre LES HERITIERS DE DELLE MARIE-LEDA BEDARD, décédée depuis moins de six mois, de son vivant de Québec, et PIETRO FARAGO, commerçant de Québec, saisi comme appartenant aux Héritiers de Delle Marie-Léda Bédard, à savoir:

Les lots Nos 1677, 1678 et 1679 (mille six cent soixante-dix-sept, mille six cent soixante-dix-huit et mille six cent soixante-dix-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant des emplacements situés rue Sainte-Hélène—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière, constituée et annuelle de \$12.00, payable le 29 septembre de chaque année à la Succession J.-G. Bossé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif, **L. LAPIERRE.**
Bureau du shérif, Québec, 4 mars 1936. 1385—10-2-o
[Première publication, 7 mars 1936]
[Deuxième publication, 21 mars 1936]

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: { **DAVID HAMILTON,**
No 50959. { **cultivateur, de Stone-**
ham, dans le comté de Québec; contre JOS. LAUGHREN, de Stoneham, dans le comté de Québec, à savoir:

1. La moitié indivise du lot No 29 (vingt-neuf)

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: { **DAME MARIE MAR-**
No. 32421. { **GUERITE EUGENIE**
BOISSONNEAULT-FALARDEAU, widow of Alfred Falardeau, of Quebec; against THE HEIRS OF MISS MARIE LEDA BEDARD, less than six months deceased, in her lifetime of Quebec, and PIETRO FARAGO, trader, of Quebec, seized as belonging to the Heirs of Miss Marie Leda Bédard, to wit:

Lots Nos 1677, 1678 and 1679 (sixteen hundred and seventy seven, sixteen hundred and seventy eight and sixteen hundred and seventy nine) of the official cadastre for Jacques-Cartier Ward, now Saint Roch Ward, of the City of Quebec, being emplacements situate on Sainte Helene Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted and annual ground rent of \$12.00 payable the 29th of September of each year to the Estate J. G. Bossé.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 4, 1936. 1386—10-2
[First publication, March 7, 1936]
[Second publication, March 21, 1936]

FIERI FACIAS.

Magistrate's Court.

Quebec, to wit: { **DAVID HAMILTON,**
No. 50959. { **farmer, of Stoneham,**
in the County of Quebec; against JOS. LAUGHREN, of Stoneham, in the County of Quebec, to wit:

1. The undivided half of lot No. 29 (twenty

du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, étant une terre située en la concession nord-est du Domaine Saint-Pierre, contenant 34 arpents en superficie, plus ou moins, joignant du côté nord la terre de Ferdinand Plamondon ou représentants et du côté sud le lot No 30—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La moitié indivise du lot No 30 (trente) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, étant une terre située en la concession nord-est du Domaine Saint-Pierre, contenant 34 arpents environ en superficie, joignant du côté nord le lot No 29 et du côté sud la terre de James Laughren ou représentants—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, le 19 février 1936. L. LAPIERRE.
[Première publication, le 22 février 1936]
[Deuxième publication, le 7 mars 1936]

nine) on the official cadastre for the Parish of Saint Edmond de Stoneham, County of Quebec, being a farm situate in the Northeast concession of "Domaine Saint-Pierre", containing 34 arpents in area, more or less, adjoining on the North side the farm of Ferdinand Plamondon or representatives and on the South side lot No. 30—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The undivided half of lot No. 30 (thirty) on the official cadastre for the Parish of Saint Edmond de Stoneham, County of Quebec, being a farm situate in the Northeast concession of "Domaine Saint-Pierre", containing about 34 arpents in area, adjoining on the North side lot No. 29 and on the South side the farm of James Laughren or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmond de Stoneham, County of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, February 19th., 1936. Sheriff.
[First publication, February 22nd., 1936]
[Second publication, March 7th., 1936]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } DAME MARIE-
District de Richelieu, } LOUISE HUR-
No 3641. } TEAU, du village de
Contrecoeur, veuve de Joseph Chicoine, en son
vivant, bourgeois, du même lieu, district de Ri-
chelieu, demanderesse; contre EDOUARD FEC-
TEAU, dudit village de Contrecoeur, dit district,
défendeur, à savoir:

Les terrains sis au village de Contrecoeur, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Contrecoeur, dont a été détaché ledit village, par les lots numéros cent quatre-vingt-dix-neuf et deux cent (199 et 200)—avec dépendances y érigées, et agrès immeubles par destination.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Contrecoeur, MARDI, le SEPTIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-six (1936) à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sorel, le 3 mars, 1936. MICHEL SAINT-GERMAIN.
[Première publication, 7 mars, 1936]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA CIE PROVINCIA-
District de Richelieu, } LE D'ASSURANCE
No 9186. } MUTUELLE CON-
TRE LE FEU, des beurreries et fromageries de la Province de Québec, corps légalement constitué ayant son siège social dans les ville et district de Nicolet, demanderesse; contre BRUNO PRECOURT, fromager, domicilié et résidant en la paroisse de la Visitation, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

Un emplacement situé en la dite paroisse de La Visitation, en la troisième concession, du con-

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } DAME MARIE-
District of Richelieu, } LOUISE HUR-
No. 3641. } TEAU, of the village
of Contrecoeur, widow of Joseph Chicoine, in his
lifetime, bourgeois, of the same place, district of
Richelieu, plaintiff; against EDOUARD FEC-
TEAU, of the said village of Contrecoeur, said
district, defendant, to wit:

The lots of land lying in the village of Contrecoeur, known and designated, on the official plan and book of reference of the parish of Contrecoeur, from which the said village has been detached, as lots numbers one hundred and ninety nine and two hundred (199 and 200) with dependencies thereon erected, and equipment immovable by destination.

To be sold at the parochial church door of Contrecoeur, TUESDAY, the SEVENTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and thirty six (1936), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sorel, March 3, 1936. Sheriff.
[First publication, March 7th., 1936]

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec, } LA CIE PROVINCIA-
District of Richelieu, } LE D'ASSURANCE
No. 9186. } MUTUELLE CON-
TRE LE FEU, des beurreries et fromageries de la Province de Québec, a body politic and corporate, having its place of business in the Town and District of Nicolet, plaintiff; against BRUNO PRECOURT, cheese-maker, domiciled and residing in the parish of La Visitation, District of Richelieu, defendant, to wit:

An emplacement situate in the said parish of La Visitation, in the Third Concession, measuring

tenu de quatre-vingts pieds de profondeur plus ou moins quelque grande que soit la différence, sur quatre-vingt-treize pieds de largeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise. Borné en front au sud-est au chemin de la Grande-Plaine, en arrière et des deux côtés à Dame Moïse Beaulac. Lequel terrain connu et décrit comme étant partie du lot de terre numéro huit cent cinquante-huit (Ptie 858) du cadastre officiel du bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska pour la dite paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre—avec maison, grange, bâtisse de la fromagerie et tous les instruments servant à l'exploitation de la fromagerie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Visitation, district de Richelieu, JEUDI, le NEUVIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-six (1936), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du shérif,

Sorel, le 3 mars, 1936.

1347—10-2-o

[Première publication, 7 mars, 1936]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } J. B. PHANEUF, bourgeois, de la ville de
District de Richelieu, } No 9201. Woonsocket, Etat du
Rhode-Island, Etats-Unis d'Amérique, demandeur; contre HUBERT JOYAL et ADJONAR alias JONAS JOYAL, tous deux de Saint-Aimé, district de Richelieu, défendeurs, et LEONARD JOYAL, des cité et district de Montréal, mis-en-cause, à savoir:

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Aimé, comme faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-deux (Ptie No 552) située en la dite paroisse de Saint-Aimé, sur le rang du bord de l'eau, de forme irrégulière, ayant une largeur de trois arpents à partir de la rivière Yamaska jusqu'au chemin dudit rang et de là le dit terrain prenant une largeur de quatre arpents et demi sur le reste de la profondeur, tenant devant à la dite rivière Yasmaka, en arrière au chemin de fer du Canadien National, d'un côté au lot No 551 du dit cadastre, de l'autre côté aux lots Nos 553 et 554 du dit cadastre—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Sorel, le 11 février, 1936.

975—7-2-o

[Première publication, 15 février, 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } JULES GENDRON,
No 5309. } Mont-Joli; vs NA-
ZAIRE CORRIVEAU, père, savoir:

Les lots cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante-A, cent quarante et un, cent quarante-deux et cent quarante-trois au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angele de Méridi.

eighty feet in depth more or less, however great the difference may be, by ninety three feet in width, the whole more or less, without guarantee of exact measurement. Bounded in front, on the Southeast by the "chemin de la Grande Plaine", in rear and on both sides by Dame Moïse Beaulac. Said lot of land known and designated as being part of lot of land number eight hundred and fifty eight (Pt. 858) on the official cadastre of the Registry Office of the County of Yamaska, for the said Parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre—with the house, barn, cheese-factory, and all the machinery used for the operating of the cheese-factory.

To be sold at the parochial church door of La Visitation, District of Richelieu, THURSDAY, on the NINTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty six (1936), at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Sorel, March 3rd, 1936.

1348—10-2

[First publication, March 7th., 1936]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } J. B. PHANEUF, gentleman, of the Town
District of Richelieu, } No. 9201. of Woonsocket, State
of Rhode-Island, United States of America, plaintiff; against HUBERT JOYAL and ADJONAR alias JONAS JOYAL, both of Saint Aimé, District of Richelieu, defendants; and LEONARD JOYAL, of the City and District of Montreal, mis-en-cause, to wit:

A farm known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Aimé, as forming part of lot number five hundred and fifty two (Pt. No. 552) situate in the said parish of Saint Aimé on the "Rang du bord de l'eau", of irregular figure, measuring three arpents in width from the Yamaska River as far as the road of the said range, and thence, the said lot of land measuring four and one half arpents in width by the residue of the depth, bounded in front by the said Yamaska River, in rear by the Canadian National Railway line, on one side by lot No. 551 of said cadastre, on the other side by lots Nos. 553 and 554 of said cadastre—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Aimé, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Sorel, February 11, 1936.

976—7-2

[First publication, February 15th., 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JULES GENDRON,
No. 5309. } Mont Joli; vs NA-
ZAIRE CORRIVEAU, senior, to wit:

Lots one hundred and thirty seven, one hundred and thirty eight, one hundred and thirty nine, one hundred and forty, one hundred and forty-A, one hundred and forty one, one hundred and forty two and one hundred and forty three on the official cadastre for the parish of Sainte Angele de Méridi.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1936, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 3 mars 1936. 1379—10-2-o
[Première publication, 7 mars, 1936]

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of Sainte Angèle, on the SEVENTH day of APRIL next, 1936, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, March 3rd, 1936. 1380—10-2
[First publication, March 7th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

District de Rimouski, { JOSEPH GUIMONT,
No 6038. { Price; vs ALBERT
DUMAS et al., savoir:

Partie ouest du lot cent trente-deux ausud du chemin Matapédia, tel qu'enclos, et les lots cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq et cent trente-six au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 3 mars 1936. 1381—10-2
[Première publication, 7 mars, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

District of Rimouski, { JOSEPH GUIMONT,
No. 6038. { Price; vs ALBERT
DUMAS et al., to wit:

West part of lot one hundred and thirty two, South of the Matapédia road, as fenced in, and lots one hundred and thirty three, one hundred and thirty four, one hundred and thirty five and one hundred and thirty six of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle de Mérici.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, March 3, 1936. 1382—10-2
[First publication, March 7th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, { WALDSTAN GOU-
No 5299. { LET; vs HO-
RACE GOULET, savoir:

Les lots soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses, à distraire les terrains vendus à Joseph Chasseur et Wolstan Goulet.

Pour être vendu à la porte de l'église de Pointe-au-Père, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 11 février 1936. 999—7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, { WALDSTAN GOU-
No. 5299. { LET; vs HO-
RACE GOULET, to wit:

Lots seventy eight, seventy nine, eighty one, eighty two and eighty three of the official cadastre for the parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings, to be deducted the lands sold to Joseph Chasseur and Wolstan Goulet.

To be sold at the church door of Pointe-au-Père, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, February 11, 1936. 1000—7-2
[First publication, February 15th., 1936]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, { DAME ALBERTINE
District de Roberval, { GAGNÉ, épouse de
No 8431. { sieur Harry Gagnon, et

ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et MARIE-LOUISE GAGNÉ, épouse de sieur Alfred Tremblay, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, la première de Roberval, la seconde de Saint-Joseph d'Alma, toutes deux héritières de sieur Thomas Gagné; demandereses; vs FERDINAND BRASSARD, rentier, de Kénogami, comté de Chicoutimi, autrefois de Roberval, défendeur, à savoir:

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent trente-cinq et deux cent trente-six du rang trois (Nos 235 et 236, R. III), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, { DAME ALBERTINE
District of Roberval, { GAGNE, wife of
No. 8431. { Sieur Harry Gagnon, and

the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and MARIE-LOUISE GAGNE, wife of Sieur Alfred Tremblay, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, the former of Roberval, the latter of Saint Joseph d'Alma, both heirs of Sieur Thomas Gagné, plaintiffs; vs FERDINAND BRASSARD, annuitant, of Kenogami, county of Chicoutimi, formerly of Roberval, defendant, to wit:

The lots of land known and designated under numbers two hundred and thirty five and two hundred and thirty six of range three (Nos. 235 and 236, R. III), on the official cadastral plan and

canton Roberval—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Roberval, MARDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1936), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, ce 2 mars 1936. 1351—10-2-o
[Première publication le 7 mars, 1936]

book of reference of the Township of Roberval—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, at the Court House, in Roberval, TUESDAY, the SEVENTH day of APRIL next (1936), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, this 2nd March 1936. 1352—10-2
[First publication, the 7th March 1936]

SAINT-FRANÇOIS

Cour Supérieure.

Canada, }
Province of Québec, } **SHURTLEFF**
District de Saint-François, } & **BOUCHARD**,
No 42, } avocats, de la
ville de Coaticook, district de Saint-François, demandeurs; vs FRED WALLIS, du village de Dixville, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.
Le lot numéro soixante-dix-neuf (79) sur le plan de cadastre et dans le livre de renvoi officiel du village de Dixville—avec les bâtisses et améliorations dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Coaticook, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à UNE heure et DEMIE, P.M.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 11 février 1936. 971—7-2-o
[Première publication, 15 février, 1936]

SAINT FRANCIS

Superior Court.

Canada, }
Province of Québec, } **SHURTLEFF &**
District of Saint Francis, } **BOUCHARD**,
No. 42, } advocates, of the
town of Coaticook, district of Saint Francis, plaintiffs; vs FRED WALLIS, of the village of Dixville, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.
Lot number seventy-nine (79) on the cadastral plan and book of reference of the village of Dixville—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the Registry Office, in Coaticook, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST ONE, P. M.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 11th of February, 1936.
[First publication, February 15th., 1936]
972—7-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, }
Province of Québec, } **ALEX. PIECH**, au-
No C-122664, } trefois journalier
et maintenant commis,
des cité et district de Montréal, demandeur; vs JAKE DOBRUTSKY, des cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-huit (No 18) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Sophie, dans le district de Terrebonne—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, le DIX-HUITIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-six, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$80.00 devra être exigé de tout offrant ou enchérisseur par le shérif du district de Terrebonne, suivant jugement rendu par l'Hon. Alfred Forest, J.C.S., le 27 janvier 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, J. W. CYR.
Saint-Jérôme, le 10 février 1936. 653—7-2-o
[Première publication, le 15 février 1936]
653—7-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Canada, }
Province of Québec, } **ALEX. PIECH**, here-
No. C-122664, } tofore labourer and
now clerk, of the city
and district of Montreal, plaintiff; vs JAKE DOBRUTSKY, of the city and district of Montreal, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated under number eighteen (18) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Sophie, in the district of Terrebonne—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door of Sainte Sophie, district of Terrebonne, on the EIGHTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty six, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$80.00 shall be required from each and every bidder by the Sheriff of the District of Terrebonne, pursuant to a judgment rendered by Hon. Alfred Forest, J.S.C., on the 27th. of January, 1936.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, February 10th., 1936.
[First publication, February 15th., 1936]
654—7-2

Assemblée

Meeting

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Avis est par les présentes donné que l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "The Canada and Gulf Terminal Railway Company" sera tenue à la Chambre No 50, Edifice Canada Life, 275, rue Saint-Jacques, Montréal, Qué., Mardi le 31 mars 1936, à 2.45 P.M., aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, de procéder à l'élection du Bureau de direction et à la transaction de toutes autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

Ottawa, Ont., le 2 mars 1936.

1401

Le secrétaire,
H. A. GREEN.

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of Shareholders of The Canada and Gulf Terminal Railway Company, to be held at Room No. 50, Canada Life Bldg., 275 Saint James St., Montreal, Que., on Tuesday, the 31st day of March, 1936, at 2.45 P.M., for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of Directors and the transaction of any other business which may properly be brought before the Meeting.

1402-o

H. A. GREEN,
Secretary.

Bureaux-chefs

Chief Offices

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Boire & Frères, Inc.—Boire Bros., Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec le douzième jour de février 1936, a établi son bureau principal au numéro 2000 rue Mercier, Montréal, P. Q.

Montréal, 3 mars 1936.

1393-o

Le président,
PAUL ROY.

Notice is hereby given that "Boire & Frères, Inc.—Boire Bros., Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the twelfth day of February 1936, has established its head office at No. 2000 Mercier Street, Montreal, P. Q.

Montreal, March 3rd, 1936.

1394-o

PAUL ROY,
President.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Siscoe Extension Gold Mines, Limited", constituée en corporation par lettres patentes, émises par la Province de Québec, le huitième jour d'août 1935, et ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, a établi son bureau à Chambre No 710-231 rue Saint-Jacques-Ouest.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce vingt-neuvième jour de février, A.D. 1936.

1403

Le secrétaire-trésorier,
F.-J. DOLAN.

Notice is hereby given that Siscoe Extension Gold Mines, Limited was incorporated by Letters Patent, issued by the Province of Quebec, on the eighth day of August, 1935 and having its head office in the City and District of Montreal, has established its office at Room number 710, 231 Saint James Street West.

From and after the date of this notice, the said address shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-ninth day of February, A.D., 1936.

1404-o

F. J. DOLAN,
Secretary-Treasurer.

ERRATUM

ERRATUM

CORRECTION

CORRECTION

La version anglaise du paragraphe a de l'article 8 de l'arrêté ministériel No 3184 du 6 novembre 1935, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 novembre 1935, doit se lire comme suit:

"a. Employers actually paying higher weekly wages or rates for piece work than those fixed by the present agreement, are subject to the provisions of section IX of this agreement, prohibited from reducing them and must maintain the present higher rates of payment during the existence of the present agreement."

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 7 mars, 1936.

1413-o

The English version of subsection a of section 8 of the Order in Council No. 3184 of the 6th of November 1935, published in the *Quebec Official Gazette* of the 9th of November 1935, shall read as follows:

"a. Employers actually paying higher weekly wages or rates for piece work than those fixed by the present agreement, are subject to the provisions of section IX of this agreement, prohibited from reducing them and must maintain the present higher rates of payment during the existence of the present agreement."

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 7th., 1936.

1414-o

Avis divers

"VICTOR GIGUÈRE, LIMITÉE"

Règlement No 5

Il est proposé et unanimement résolu que le règlement No 5 passé par le conseil d'administration soit adopté:

Que le nombre des administrateurs de la compagnie qui est fixé à 5 par lettres patentes de la dite compagnie soit réduit à 3.

Pour copie conforme.

Le secrétaire,
1407-o JEAN-PAUL GALIPEAULT.

Province de Québec.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

Annexe "A"—Ordonnance No 7 (Revisée).

Québec, le 3 mars 1936.

Les opérations ci-dessous sont considérées comme du travail de femme, et lorsque faites par des jeunes garçons ou hommes, ceux-ci sont assujettis aux minima de salaire prescrits par l'Ordonnance No 7 (Revisée) couvrant l'industrie de la chaussure.

Opérations:—

Compter.
Amincir.
Coller papier ou batiste.
Marquer.
Piquer fantaisie.
Cimenter.
Coller Blinds.
Poser ruban pour bordures.
Piquer et doubler les langues.
Perforer.
Piquer et monter les empeignes.
Bides (sic).
Assembler quartiers et empeignes.
Nettoyer les coutures.
Piquer et coller les appuis de couture.
Piquer les tours.
Border.
Poser œillets.
Vernir.
Poser et piquer empeignes.
Lacer.
Assembler les bouts d'empeignes.
Amincir.
Visiter.
Perforer les fausses.
Piquer les bouts d'empeignes.
Piquer les bandes de cuir.
Raser.
Ecraser.
Poser les boutonnieres.
Ajuster les boutonnieres.
Nettoyer.
Flamber.
Laver les doublures.
Fausser.
Poser les lisérés.
Empaqueter.
Couper les (cut-out) (sic).
Etamper.
Tapping (sic).

Miscellaneous Notices

"VICTOR GIGUÈRE, LIMITÉE"

By-law No. 5

It is moved and unanimously resolved that by-law No. 5 passed by the Board of Directors be adopted:

That the number of Directors of the company which is fixed at 5 by Letters patent of the said company be reduced to 3.

True copy.

1408 JEAN PAUL GALIPEAULT,
Secretary.

Province of Quebec.

WOMEN'S MINIMUM WAGE COMMISSION

Annex "A"—Order No. 7 (Revised).

Quebec, March, 3rd, 1936.

The following operations are considered as women's work, and when performed by boys or men, these shall be subject to the minimum wage prescribed by Order No. 7 (Revised) covering the shoe trade.

Operations:—

Count.
Skiving.
Marking.
Stitch.
Cem. Bead.
Blind Eye tape.
Tape french Cord.
Stitch tongues.
Perforate.
Stitch vamp.
Vamping.
Binding.
Closing Vamp end quarter.
Ruthing seam.
Cimenting Stay.
Bead stitch.
French cord binding.
Place eyelets.
Staining.
Vamping.
Lacing.
Tack.
Examine.
Perforate socks ziggags.
Stitch caps.
Stitch back stamps.
Trimming.
Squash.
Button sew.
Button hole tack.
Pink sock.
Cleaning.
Framming.
Washing lining.
Sock lining (pousser).
Fiping.
Cartooned.
Cut outs.
Stamp.
Tapping.

Peinturer les fonds.
Glacer.

Button points.
Shining button
Place bamboes
Did.
Back
Stitch Lining.
Place hooks or Bind.
Repairing.

TABLE DE POURCENTAGE DES EMPLOYÉES

PERCENTAGE SCALE FOR EMPLOYEES

ÉCHELLE DE POURCENTAGE 20%, 15%, 65%

PERCENTAGE SCALE: 20%, 15%, 65%

Person- nel.	20%	15%	65%	Person- nel.	20%	15%	65%	Staff	20%	15%	65%	Staff	20%	15%	65%
1	0	1	0	51	10	8	33	1	0	1	0	51	10	8	33
2	1	0	1	52	10	8	34	2	1	0	1	52	10	8	34
3	1	1	1	53	11	8	34	3	1	1	1	53	11	8	34
4	1	1	2	54	11	8	35	4	1	1	2	54	11	8	35
5	1	1	3	55	11	8	36	5	1	1	3	55	11	8	36
6	1	1	4	56	11	8	37	6	1	1	4	56	11	8	37
7	1	1	5	57	11	9	37	7	1	1	5	57	11	9	37
8	2	1	5	58	12	9	37	8	2	1	5	58	12	9	37
9	2	1	6	59	12	9	38	9	2	1	6	59	12	9	38
10	2	2	6	60	12	9	39	10	2	2	6	60	12	9	39
11	2	2	7	61	12	9	40	11	2	2	7	61	12	9	40
12	2	2	8	62	12	9	41	12	2	2	8	62	12	9	41
13	3	2	8	63	13	9	41	13	3	2	8	63	13	9	41
14	3	2	9	64	13	10	41	14	3	2	9	64	13	10	41
15	3	2	10	65	13	10	42	15	3	2	10	65	13	10	42
16	3	2	11	66	13	10	43	16	3	2	11	66	13	10	43
17	3	3	11	67	13	10	44	17	3	3	11	67	13	10	44
18	4	3	11	68	14	10	44	18	4	3	11	68	14	10	44
19	4	3	12	69	14	10	45	19	4	3	12	69	14	10	45
20	4	3	13	70	14	11	45	20	4	3	13	70	14	11	45
21	4	3	14	71	14	11	46	21	4	3	14	71	14	11	46
22	4	3	15	72	14	11	47	22	4	3	15	72	14	11	47
23	5	3	15	73	15	11	47	23	5	3	15	73	15	11	47
24	5	4	15	74	15	11	48	24	5	4	15	74	15	11	48
25	5	4	16	75	15	11	49	25	5	4	16	75	15	11	49
26	5	4	17	76	15	11	50	26	5	4	17	76	15	11	50
27	5	4	18	77	15	12	50	27	5	4	18	77	15	12	50
28	6	4	18	78	16	12	50	28	6	4	18	78	16	12	50
29	6	4	19	79	16	12	51	29	6	4	19	79	16	12	51
30	6	5	19	80	16	12	52	30	6	5	19	80	16	12	52
31	6	5	20	81	16	12	53	31	6	5	20	81	16	12	53
32	6	5	21	82	16	12	54	32	6	5	21	82	16	12	54
33	7	5	21	83	17	12	54	33	7	5	21	83	17	12	54
34	7	5	22	84	17	13	54	34	7	5	22	84	17	13	54
35	7	5	23	85	17	13	55	35	7	5	23	85	17	13	55
36	7	5	24	86	17	13	56	36	7	5	24	86	17	13	56
37	7	6	24	87	17	13	57	37	7	6	24	87	17	13	57
38	8	6	24	88	18	13	57	38	8	6	24	88	18	13	57
39	8	6	25	89	18	13	58	39	8	6	25	89	18	13	58
40	8	6	26	90	18	14	58	40	8	6	26	90	18	14	58
41	8	6	27	91	18	14	59	41	8	6	27	91	18	14	59
42	8	6	28	92	18	14	60	42	8	6	28	92	18	14	60
43	9	6	28	93	19	14	60	43	9	6	28	93	19	14	60
44	9	7	28	94	19	14	61	44	9	7	28	94	19	14	61
45	9	7	29	95	19	14	62	45	9	7	29	95	19	14	62
46	9	7	30	96	19	14	63	46	9	7	30	96	19	14	63
47	9	7	31	97	19	15	63	47	9	7	31	97	19	15	63
48	10	7	31	98	20	15	63	48	10	7	31	98	20	15	63
49	10	7	32	99	20	15	64	49	10	7	32	99	20	15	64
50	10	8	32	100	20	15	65	50	10	8	32	100	20	15	65

Ordonnance No 2 (gants et mitaines).

Ordonnance No 6 (cuir et simili cuir).

Ordonnance No 7 (chaussure).

Cette table de pourcentage s'appliquera aux personnes tombant sous l'application des Ordonnances 2, 6 et 7 (Révisée).

Order No. 2 (gloves and mitts).

Order No. 6 (Leather and simile-leather).

Order No. 7 (Shoe industry).

This percentage scale shall apply to persons falling under the application of Orders 2, 6 and 7 (Revised).

GUS. FRANCO, Président.
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Québec, 3 mars, 1936.

1397

GUS. FRANCO, President,
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Quebec, March 3rd, 1936.

1398

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Province de Québec, District de Montréal.
Avis public est par les présentes donné que Monsieur Eugène Labelle, Arthur Labelle, Joseph Labelle, tous trois manufacturiers de Pont-Viau, Dame Alexandrine Labelle, épouse de Andronique Gravel, et Rose-Alba Labelle, fille majeure, ces deux dernières des Cité et District

Province of Quebec, District of Montreal.
Public notice is hereby given that Mr. Eugène Labelle, Arthur Labelle, Joseph Labelle, manufacturers, of Pont-Viau, Mrs. Alexandrine Labelle, wife of Mr. Gravel, and Rose Alba Labelle, of the City and District of Montreal, will apply to the legislature, at its next session, for the pass-

de Montréal, s'adresseront à la législature à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant la loi 23 Geo. V, Chap. 165, pour continuer la rente stipulée en leur faveur à la section 2 de la dite loi, jusqu'au partage définitif des biens de la succession de feu Eusèbe Labelle.

Montréal, 4 mars 1936.

Le procureur des requérants,
1395-10-4-o JOSEPH JEAN.

Avis est par les présentes donné par John Douglas Ogilvie, Douglas Rolt Ogilvie et Lorne Frederick Wilson Ogilvie que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi relative à la Succession de feu Agnès Watson, de Montréal, veuve de feu James Allan, à l'effet d'autoriser ses exécuteurs testamentaires à payer aux enfants de feu Douglas W. Ogilvie la part du revenu de la balance de la dite succession qui lui a été payée de son vivant et pour d'autres fins.

Montréal, le 3 mars 1936.

Le procureur des pétitionnaires,
1405-10-4 ALPHONSE DECARY.

ing of a law to amend the Statute 23 Geo. V, Chap. 165, in order to continue the payment of the instalments stipulated in the said Statute until the opening of the estate of the late Eusèbe Labelle.

Montreal, March 4th, 1936.

JOSEPH JEAN,
1396-10-4-o Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given by John Douglas Ogilvie, Douglas Rolt Ogilvie and Lorne Frederick Wilson Ogilvie that application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an Act concerning the Estate of the late Agnes Watson, of Montreal, widow of the late James Allan, so as to empower her testamentary executors to pay to the children of the late Douglas W. Ogilvie the part of the revenue of the residue of the said estate which was paid to him during his lifetime and for other purposes.

Montreal, March 3rd., 1936.

ALPHONSE DECARY,
1406-10-4-o Attorney for petitioners.

Vente pour taxes municipales

Province de Québec.—District de Roberval.

LA VILLE DE ROBERVAL.

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Tancrède Garant, secrétaire-trésorier de la ville de Roberval, que sous l'autorité de la Loi 24, George V, chapitre 71, section 11, les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, en l'Hôtel de Ville de Roberval, à Roberval, LUNDI, le TRENTIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-six (1936) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales et scolaires et autres, avec intérêts, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Comme appartenant à Armand Boily:—

1. Un terrain étant la partie nord-ouest du lot numéro deux cent cinquante-deux du cadastre du village de Roberval, mesurant cent quarante-un pieds et demi de front sur la rue Notre-Dame, d'où il part en rétrécissant jusqu'à deux cent douze pieds de profondeur où il mesure quatre-vingt-quatre pieds de largeur, borné par le front vers le nord-est par la rue Notre-Dame, par la profondeur vers le sud-ouest à la partie du lot numéro deux cent cinquante-un ci-après désignée, tenant du côté vers le nord-ouest au lot numéro deux cent trente-deux et du côté vers le sud-est à la partie du dit lot numéro deux cent cinquante-deux possédée par Arthur Pelletier ou représentants—avec bâtisses dessus construites.

Le droit de jouissance à perpétuité sur

3. Un terrain faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-trois du cadastre du village de Roberval, ayant cent quarante-un pieds et demi de front, sur la rue Notre-Dame et trente pieds de profondeur de la rue Notre-Dame au Lac Saint-Jean, borné vers le sud-ouest par la rue Notre-Dame, vers le nord-est par le Lac Saint-

Sale for municipal taxes

Province of Quebec.—District of Roberval.

THE TOWN OF ROBERVAL.

Public notice is hereby given by the undersigned Tancrède Garant, secretary-treasurer of the town of Roberval, that under authority of the Act 24, Geo. V, Chapter 71, section 11, the properties hereinafter described will be sold by public auction at the sitting room of the Council of the said town of Roberval, at the Town Hall, at Roberval, MONDAY the THIRTIETH day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty six (1936), at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal, special, school and here other taxes—with interest, as mentioned in the in under statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interest and costs shall be paid before the sale.

As belonging to Armand Boily:—

1. A lot of land being the North West part of lot number two hundred fifty two of the official cadastre for the Village of Roberval, measuring one hundred forty one and half feet in front on Notre Dame Street. Narrowing from where it starts down two hundred and twelve feet in depth, where is measuring eighty four feet width, bounded in front towards the North-East by Notre Dame Street, by depth towards South-West to the part lot number two hundred fifty one hereafter designated, holding towards North-West to the lot number two hundred and thirty two (232) and towards South-East to the part of the said lot number two hundred and fifty two owned by Arthur Pelletier or representatives—with buildings thereon erected.

3. The right of holding at perpetuity on:

A lot of land being part of the lot number two hundred and fifty three (253) of the cadastre for the Village of Roberval, having one hundred and forty one and half feet in front on Notre Dame Street, and thirty feet (30) in depth from Notre Dame Street to the Lake Saint John, bounded towards South West by Notre-Dame Street,

Jean, tenant du côté vers le nord-ouest au lot numéro deux cent trente-un et du côté vers le sud au reste du dit lot No 253, tel droit de jouissance réservé dans un acte de vente consentie par M. Armand Boily, à Saguenay Transmission Co., Ltd., enregistré sous le No 27,828.

2. Un autre terrain de forme irrégulière, faisant partie du dit lot numéro deux cent cinquante-un du cadastre du village de Roberval, ayant quatre-vingt-trois pieds de front sur la rue Saint-Joseph, sur la profondeur qu'il y a entre la dite rue Saint-Joseph et la partie sus-désignée du lot No 252, borné vers le sud-ouest par la rue Saint-Joseph, vers le nord-est par le lot numéro deux cent cinquante-deux, tenant du côté nord-ouest au lot No 232 et vers le sud-est au résidu dudit lot No 251—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances:

Taxes municipales.....	\$676 68
Intérêts.....	14 38
Taxes scolaires.....	421 30
Intérêts.....	12 50
Total.....	\$1,124 86

Les immeubles ci-dessus seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur et l'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Roberval, ce sixième jour de mars, mil neuf cent trente-six (1936).

Le secrétaire-trésorier de la ville de Roberval.
1391-10-2-o T. GARANT.

towards the North East by the Lake Saint John, holding towards North West side to the lot number two hundred thirty one (231) and towards South side by remainder of the said lot No. 253, such right of holding reserved by an act of sale consented by Armand Boily to Saguenay Transmission Co. Ltd., registered under the number 27,828.

2. Another lot of land of irregular form being part of the said lot number two hundred and fifty one (251) of cadastre of the village of Roberval, having eighty three feet in front on Saint Joseph Street on the depth that there is between the said Saint Joseph Street and the part above designated of the lot number two hundred fifty two (252), bounded towards the South West by Saint Joseph Street, towards North East by the lot number two hundred and fifty two, holding North West side at the lot number (232) and towards South East to residue of the said lot No. 251—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Municipal taxes.....	\$ 676 68
Interests.....	14 38
School taxes.....	421 30
Interests.....	12 50

Total..... \$1,124 86

The above immovables will be sold to the last and highest bidder and the purchaser must pay immediately the price of his adjudication.

Given at Roberval, this sixth day of March, nineteen hundred and thirty six (1936).

T. GARANT,
Secretary-Treasurer of the Town of
1392-10-2-o Roberval.

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 4 mars 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 mars 1936.

No 681

Concernant les Travailleurs du Port de Montréal.

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 4 mars (1936) expose:

ATTENDU que, conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de Travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 1723 du 27 juin 1935, corrigé par l'arrêté No 1804 du 4 juillet 1935 et modifié par les arrêtés Nos 3499 et 3625 des 18 et 27 décembre 1935—extension d'une convention collective de travail relative aux travailleurs du Port de Montréal—lui ont demandé la modification suivante dudit arrêté:

L'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV.—La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur durant toute la saison de navigation de 1935; elle se renouvellera automatiquement pour toute autre saison de navigation à moins que l'une des parties contractantes ne notifie l'autre partie de son intention de l'abroger le ou avant le 1er mars de telle année".

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 1er février 1936,

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated March 4, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on March 6, 1936.

No. 681.

Concerning the Montreal Harbour workers.

The Honourable the Minister of Labour, in a memorandum dated the 4th of March 1936, sets forth:

WHEREAS, pursuant to article 5 of the Collective Labour Agreements Extension Act (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 1723 of the 27th of June 1935, corrected by the Order in Council No. 1804 of the 4th of July 1935 and modified by Orders in Council Nos. 3499 and 3625 of the 18th and the 27th of December 1935—extension of a collective labour agreement relating to the Montreal Harbour workers—have requested him the following modification to the said Order:

Article XIV is replaced by the following:

"XIV.—The present agreement shall come into force from the date of the publication, in the *Quebec Official Gazette*, of the Order in Council approving the present request and shall remain in force during the whole navigation season of 1935 and will be renewed automatically for the whole of any succeeding season of navigation, unless one or the other contracting party presents a notice of termination on or before the first day of March of such year."

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of the 1st of February

et qu'aucune objection n'a été formulée de cette date contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi 24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

1411-o

Ministère du Travail

AVIS

Conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de Travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable M. J.-N. Francoeur, Ministre du Travail, que le Conseil des Métiers de la Construction du district d'Ottawa, Inc., lui a présenté ce jour une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Le Conseil des Métiers de la Construction du district d'Ottawa, Inc.,

ET, D'AUTRE PART:

Messieurs Oscar Noël et D.-O. Laviolette, propriétaires de carrières de la ville de Hull, soit rendue obligatoire suivant les conditions ci-après:

I.—*Définition*: Le mot "employeur" dans la présente convention signifie et comprend toute personne qui emploie un ou des tailleurs de pierre à son propre compte ou au compte de toute autre personne.

II.—*a) Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend les comtés de Hull, Gatineau, Pontiac, Wright, Labelle et Papineau.

b) Juridiction industrielle: La juridiction industrielle déterminée par la présente convention couvre toutes les opérations du taillage de la pierre pour l'industrie du bâtiment, la construction de ponts, chaussées et l'érection de monuments et sera applicable dans toute carrière ou dans tout autre endroit où on taille la pierre à chaux, la pierre à sable, la pierre artificielle ou toute autre pierre, à l'exception du granit et du marbre.

La juridiction industrielle de la présente convention couvre et comprend aussi toutes les opérations de carrière pour la pierre à chaux, la pierre à sable, la pierre artificielle et toute autre pierre à l'exception de la pierre concassée.

III.—Pour les comtés de Hull, Gatineau, Pontiac, Wright, Labelle et Papineau, les taux de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires horaire
Taillieurs de pierre.....	\$0.80
Apprentis tailleurs de pierre:	
1ère année.....	0.25
2ème année.....	0.35
3ème année.....	0.45
4ème année.....	0.60
"Carriers et drilleurs".....	0.50

Pour tout autre ouvrier employé dans les opérations des carrières non mentionnées ci-haut et à l'exception des commis (time-keeper) et porteurs d'eau, le salaire à l'heure sera de \$0.40.

IV.—*Heures de travail*: La durée maximum de

1936, and that no objection has been formulated from such date against the said request;

The Honourable the Minister recommends the approval of the same in conformity with article 5 of the Act 24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1412-o

Department of Labour

NOTICE

Whereas pursuant to article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements, (24 Geo. V, chap. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is hereby given by the Honourable J. N. Francoeur, Minister of Labour, that the "Le Conseil des Métiers de la Construction du district d'Ottawa, Inc.", has presented to him, this day, a request to the effect that the Collective Labour Agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Conseil des Métiers de la Construction du district d'Ottawa, Inc.,"

AND, ON THE OTHER PART:

Messrs Oscar Noel and D. O. Laviolette, quarry owners of the town of Hull, be rendered obligatory according to the following conditions:

I.—*Definition*: the word "employer" in the present agreement signifies and comprises any person who employs one or more stone cutters on his own account or for the account of any other person.

II.—*a) Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the counties of Hull, Gatineau, Pontiac, Wright, Labelle and Papineau.

b) Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction determined by the present agreement covers all the operations of cutting stone for the building trade, the construction of bridges, embankments and the erection of monuments and shall be applicable in any quarry or in any other place where limestone, sandstone, artificial stone or any other stone is cut, with the exception of granite and marble.

The industrial jurisdiction of the present agreement covers and comprises also all operations for quarrying limestone, sandstone, artificial stone and any other stone with the exception of crushed stone.

III.—For the counties of Hull, Gatineau, Pontiac, Wright, Labelle and Papineau, the rate of wages shall be as follows for each of the said trades:

Trade	Wages per hour
Stone cutter.....	\$0.80
Apprentice stone cutter:	
1st year.....	0.25
2nd year.....	0.35
3rd year.....	0.45
4th year.....	0.60
"Quarriers and drillers".....	0.50

For any other workman employed in quarry operations not mentioned hereinabove and with the exception of time-keepers and water-boys, the wages per hour shall be \$0.40.

IV.—*Working hours*: The maximum time for

travail des tailleurs de pierre, des apprentis-tailleurs de pierre et pour tout autre ouvrier employé dans les opérations des carrières mentionnées plus haut sera de 8 heures par jour et de 44 heures par semaine.

Toutefois, il est entendu et convenu que les ouvriers feront tout travail supplémentaire nécessaire à l'achèvement de travaux urgents.

V.—Tout travail supplémentaire sera rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

VI.—L'apprentissage complet dans le métier de tailleur de pierre sera de 4 ans; au cours de cet apprentissage, la durée du travail correspondra à celle fixée pour les tailleurs de pierre. Un apprenti ne pourra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus ou après 25 ans.

VII.—Un apprenti est autorisé pour chaque équipe de 5 tailleurs de pierre; un apprenti est aussi autorisé pour une équipe de moins de 5 hommes dans chaque carrière ou atelier. Il sera toutefois interdit à un apprenti de travailler seul.

VIII.—Les tailleurs de pierre devront fournir leurs outils mais les employeurs devront aiguiser et réparer ces outils si nécessaire.

IX.—Les employeurs pourront engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article III de la présente convention; toutefois, un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé par 10 tailleurs de pierre normaux.

X.—Tous les ouvriers tailleurs de pierre et tout autre ouvrier toucheront leur salaire chaque semaine en monnaie courante.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mars, 1936.

1389-6

stone cutters, apprentice stone cutters and for any other workman employed in quarry operations hereinabove mentioned shall be 8 hours per day and 44 hours per week.

However, it is understood and agreed that workmen shall perform any overtime necessary to complete urgent work.

V.—All overtime shall be paid at the rate of time and a half the regular wages.

VI.—Complete apprenticeship in the stone-cutting trade shall be 4 years; in the course of such apprenticeship, the working hours shall correspond with those fixed for stone-cutters. An apprentice may not commence his apprenticeship until he has completed his sixteenth year of age and not after twenty five years of age.

VII.—One apprentice is allowed for each gang of 5 stonecutters; one apprentice is also allowed for each gang of less than 5 men in each quarry or shop. An apprentice, however, is not permitted to work alone.

VIII.—Stonecutters should furnish their own tools but employers shall sharpen and repair these tools when necessary.

IX.—Employers may engage workmen whose working capacity has been diminished due to their age or through certain infirmity, at lower rate of wages than the minimum fixed in Article III of the present agreement; however, only one workman of this category is allowed per 10 normal stonecutters.

X.—All stone-cutters and all other workmen shall be paid weekly and in cash.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 7, 1936.

1390

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 22 février 1936.

MM. J.-E. Carbonneau, commis-comptable, de Chandler: juge de paix avec juridiction sur le district de Gaspé, Léopold Giroux, commis, 81 rue Bagot, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district de Québec, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

M. John Jardine, auditeur à la Royal Trust Company, de Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi concernant les Tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

Québec, le 26 février 1936.

M. Louis Blache, de L'Abord-à-Plouffe, courtier en assurances: juge de paix pour le district de Montréal.

MM. Joseph Drolet, de Val Brillant, Raoul Bélanger, de Rimouski, et Georges Joubert, de

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 22, 1936.

Messrs. J. E. Carbonneau, clerk and accountant, of Chandler: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Gaspé, Léopold Giroux, clerk, 81 Bagot Street, Quebec: to be Justice of the peace with jurisdiction over the district of Quebec, both for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358, of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, chapter 145).

Mr. John Jardine, auditor with the Royal Trust Company, of Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oaths only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, chapter 145).

Quebec, February 26, 1936.

Mr. Louis Blache, of L'Abord-à-Plouffe, insurance broker: to be justice of the peace for the district of Montreal.

Messrs. Joseph Drolet, of ValBrillant, Raoul Bélanger, of Rimouski, and Georges Joubert,

Appointments

Priceville, tous médecins: conjointement coroner pour le district de Rimouski, avec juridiction, pour le docteur Joseph Drolet, sur la vallée de la Matapédia seulement.

Québec, le 27 février 1936.

M. Eugène Langlois, de la cité de Québec, employé du Ministère des Travaux Publics, de la Chasse et des Pêcheries, 411 rue Saint-Jean: juge de paix avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

Québec, le 29 février 1936.

M. Albert Lafrance, de Maniwaki: greffier de la Cour de magistrat pour le district électoral de Gatineau, à Maniwaki. 1409-o

of Priceville, all physicians: to be joint coroner for the district of Rimouski, with jurisdiction, for Doctor Joseph Drolet, over the Matapédia Valley only.

Quebec, February 27, 1936.

Mr. Eugène Langlois, of the city of Quebec, employee of the Department of Public Works, of Game and Fisheries, 411 Saint Jean Street: to be justice of the peace with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, chapter 145).

Quebec, February 29, 1936.

Mr. Albert Lafrance, of Maniwaki: to be clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Gatineau, at Maniwaki. 1410

Index de la Gazette officielle de Québec, No 10

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Leveillé vs Ninclaus..... 1059

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 1025

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la Loi des véhicules automo- 1059

biles.....

Concernant les travailleurs du Port de 1083

Montréal.....

ASSEMBLÉE:—

The Canada and Gulf Terminal Railway 1079

Co.....

ASSURANCE:—

Tokio Marine and Fire Ins. Co., Ltd. 1054

AVIS DIVERS:—

Commission du salaire minimum des 1080

femmes.....

La Compagnie de Sable, Ltée..... 1065

L'Association Catholique des Infirmières 1065

Canadiennes.....

Syndicat National Catholique de l'A- 1066

miant d'Asbestos.....

Victor Giguère, Limitée..... 1080

BILLS PRIVÉS:..... 1054

BUREAUX-CHEFS:—

Boire & Frères, Inc..... 1079

Cavalry Club..... 1063

Siscoe Extension Gold Mines, Ltd..... 1079

CHARTES:—ABANDON DE:—

Kaplan-Kaback Inc..... 1063

Strathmore Securities Company..... 1063

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Adath Israel Congregation and Commu- 1054

nity Centre of Outremont.....

Beauharnois Light, Heat & Power Co... 1058

Commissionaires d'écoles de la Côte Notre- 1058

Dame de Liesse.....

Index of the Quebec Official Gazette, No. 10

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Leveillé vs Ninclaus..... 1059

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 1025

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the Motor Vehicle Act..... 1059

Respecting the Montreal Harbour Wor- 1083

kers.....

MEETING:—

The Canada and Gulf Terminal Railway 1079

Co.....

INSURANCE:—

Tokio Marine and Fire Ins. Co., Ltd. 1054

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Women's Minimum Wage Board..... 1080

La Compagnie de Sable, Ltée..... 1065

L'Association Catholique des Infirmières 1065

Canadiennes.....

Syndicat National Catholique de l'A- 1066

miant d'Asbestos.....

Victor Giguère, Limitée..... 1080

PRIVATE BILLS:..... 1054

CHIEF-OFFICES:—

Boire & Frères, Inc..... 1079

Cavalry Club..... 1063

Siscoe Extension Gold Mines, Ltd..... 1079

CHARTERS:—SURRENDER OF:—

Kaplan-Kaback Inc..... 1063

Strathmore Securities Company..... 1063

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Adath Israel Congregation and Commu- 1054

nity Centre of Outremont.....

Beauharnois Light, Heat & Power Co... 1058

School Commissioners of the Côte 1058

Notre Dame de Liesse.....

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie.....	1058	Commerce Mutual Fire Insurance Company.....	1058
Desjardins, Limitée.....	1058	Desjardins, Limitée.....	1058
Lachute, ville de <i>et al.</i>	1054	Lachute, town of <i>et al.</i>	1054
L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec.....	1056	L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec.....	1056
Limoges, Mariette et Jeannine.....	1057	Limoges, Mariette and Jeannine.....	1057
Magog, ville de.....	1056	Magog, town of.....	1056
Mont-Royal, ville de.....	1056	Mont-Royal, town of.....	1056
Succession Agnès Watson.....	1082	Estate of Agnès Watson.....	1082
Succession Eusèbe Labelle.....	1081	Estate of Eusèbe Labelle.....	1081
Succession James McCready.....	1059	Estate of James MeeCready.....	1059
The Sterling Fire Insurance Co.....	1057	The Sterling Fire Insurance Co.....	1057
Vallerand, Gabriel <i>et al.</i>	1057	Vallerand, Gabriel <i>et al.</i>	1057
Victoriaville, corporation de.....	1055	Victoriaville, corporation of.....	1055
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Launay, munic. scolaire.....	1053	Launay, school munic.....	1053
ERRATA:—		ERRATA:—	
Concernant l'arrêté ministériel No 3184 du 6 novembre 1935.....	1079	Respecting the Order in Council No. 3184 of November 6, 1935.....	1079
L'Épicerie du Coin, Inc.....	1063	Corner Grocery, Inc.....	1063
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Alfred Filion, Limitée.....	1026	Alfred Filion, Limitée.....	1026
British Guiana Mining Corporation.....	1043	British Guiana Mining Corporation.....	1043
Carrière de Saint-Barthélemi, Limitée.....	1028	Carrière de Saint-Barthélemi, Limitée.....	1028
Darwin's Inc.....	1028	Darwin's Inc.....	1028
Lac Lemoine Mines, Inc.....	1031	Lac Lemoine Mines, Inc.....	1031
Le Cercle de Montréal-Est, Limitée.....	1035	Le Cercle de Montréal-Est, Limitée.....	1035
Le Patronage de Lévis.....	1036	Le Patronage de Lévis.....	1036
Modern Fur Company.....	1037	Modern Fur Company.....	1037
Norman Leo, Ltd.....	1038	Norman Leo, Ltd.....	1038
Painting Contractors, Limited.....	1039	Painting Contractors, Limited.....	1039
Parisian Ladies Wear, Inc.....	1048	Parisian Ladies Wear, Inc.....	1048
Star Glass Co., Ltd.....	1050	Star Glass Co., Ltd.....	1050
Transport Snow-Plough Co., Ltd.....	1041	Transport Snow-Plough Co., Ltd.....	1041
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Building Trades Club.....	1052	Building Trades Club.....	1052
Georges Brown Cartage Co., Ltd.....	1052	Georges Brown Cartage Co., Ltd.....	1052
La Chaussure de Thetford, Ltée—The Thetford Shoe, Ltd.....	1052	La Chaussure de Thetford, Ltée—The Thetford Shoe, Ltd.....	1052
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Société Coopérative Agricole de Sainte-Perpétue.....	1066	Société Coopérative Agricole de Sainte-Perpétue.....	1066
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—		DEPARTMENT OF LABOUR:—	
Le Conseil des Métiers de la Construction du district d'Ottawa, Inc.....	1084	Le Conseil des Métiers de la Construction du district d'Ottawa, Inc.....	1084
MINUTES DE NOTAIRES:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Coupal, Pacôme-G.....	1052	Coupal, Pacôme-G.....	1052
Fortier, Roger.....	1052	Fortier, Roger.....	1052
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Commissaire d'écoles.....	1066	School Commissioner.....	1066
Diverses.....	1085	Miscellaneous.....	1085
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	1053	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	1053
SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Sorel, cité de.....	1060	Sorel, city of.....	1060

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Papineau, J.-Arthur-Léo.....	1064
Valade, Henri.....	1065
Williams-Holland Motor Services, Ltd..	1064

VENTES POUR TAXES:—

Lauzon, ville de.....	1061
Lévis, cité de.....	1061
Roberval, ville de.....	1082

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUHARNOIS:—

Corporation municipale de la Grand'Ile vs Dupuis <i>et al.</i>	1067
Corporation municipale de la Grand'Ile vs Meloche.....	1066

BEDFORD:—

Belisle vs Héritiers J. Racine.....	1068
-------------------------------------	------

JOLIETTE:—

Desroches vs Tellier dit Lafortune.....	1069
Lessard vs Pichette.....	1070
Pariseau vs Landry.....	1068

MONTREAL:—

Burgon & Ball, Ltd vs Decatur.....	1071
Cité de Westmount vs Merritt.....	1072
Charbonneau <i>et al.</i> vs Théberge.....	1070
Hotte vs Meunier dit Lagacé.....	1071
Mackay vs Leonard.....	1071
Meunier vs Papineau <i>et al.</i>	1072
Pépin vs Beauchamp.....	1073
Title Guarantee and Trust Corp. of Canada <i>et al.</i> vs Colangelo.....	1074

QUÉBEC:—

Falardeau vs Héritiers M.-L. Bédard <i>et al.</i>	1074
Hamilton vs Laughren.....	1074

RICHELIEU:—

Hurteau vs Fecteau.....	1075
La Cie Provinciale d'ass. mutuelle contre le feu, des beurreries et fromageries de la province de Québec vs Précourt.....	1075
Phaneuf vs Joyal <i>et al.</i>	1076

RIMOUSKI:—

Gendron vs Corriveau.....	1076
Goulet vs Goulet.....	1077
Guimont vs Dumas <i>et al.</i>	1077

ROBERVAL:—

Gagné <i>et al.</i> vs Brassard.....	1077
--------------------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS:—

Shurtleff <i>et al.</i> vs Wallis.....	1078
--	------

TERREBONNE:—

Piech vs Dobrutzky.....	1078
-------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Papineau, J. Arthur Léo.....	1064
Valade, Henri.....	1065
Williams-Holland Motor Services, Ltd..	1064

SALES FOR TAXES:—

Lauzon, town of.....	1061
Lévis, city of.....	1061
Roberval, town of.....	1082

SHERIFFS' SALES:—

BEAUHARNOIS:—

Municipal Corporation of Grand'Ile vs Dupuis <i>et al.</i>	1067
Municipal Corporation of Grand'Ile vs Meloche.....	1066

BEDFORD:—

Belisle vs Heirs J. Racine.....	1068
---------------------------------	------

JOLIETTE:—

Desroches vs Tellier dit Lafortune.....	1069
Lessard vs Pichette.....	1070
Pariseau vs Landry.....	1068

MONTREAL:—

Burgon & Ball, Ltd vs Decatur.....	1071
City of Westmount vs Merritt.....	1072
Charbonneau <i>et al.</i> vs Théberge.....	1070
Hotte vs Meunier dit Lagacé.....	1071
Mackay vs Leonard.....	1071
Meunier vs Papineau <i>et al.</i>	1072
Pépin vs Beauchamp.....	1073
Title Guarantee and Trust Corp. of Canada <i>et al.</i> vs Colangelo.....	1074

QUÉBEC:—

Falardeau vs Heirs M.-L. Bédard <i>et al.</i>	1074
Hamilton vs Laughren.....	1074

RICHELIEU:—

Hurteau vs Fecteau.....	1075
La Cie Provinciale d'ass. mutuelle contre le feu, des beurreries et fromageries de la province de Québec vs Précourt.....	1075
Phaneuf vs Joyal <i>et al.</i>	1076

RIMOUSKI:—

Gendron vs Corriveau.....	1076
Goulet vs Goulet.....	1077
Guimont vs Dumas <i>et al.</i>	1077

ROBERVAL:—

Gagné <i>et al.</i> vs Brassard.....	1077
--------------------------------------	------

SAINT FRANCIS:—

Shurtleff <i>et al.</i> vs Wallis.....	1078
--	------

TERREBONNE:—

Piech vs Dobrutzky.....	1078
-------------------------	------